

Direction du numérique
pour l'éducation
Sous-direction des services
numériques
Bureau des services et outils
numériques pour l'éducation
(DNE SN1)

99, rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Service de l'action
administrative et des
moyens
Sous-direction des achats
(SAAM B)
Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie des achats
(SAAM B1)

61-65, rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Procédure : MEN-SG-AOO-24002

Objet : Prestations de prise en charge de la solution de gestion d'accès aux ressources (GAR), d'hébergement, d'exploitation, de maintenance, de support et de développement, de ladite solution pour le compte du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

SOMMAIRE

1	PRÉAMBULE.....	9
1.1	DÉFINITIONS.....	9
1.2	INTERPRÉTATION	9
2	OBJET DU MARCHÉ	9
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
4	CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	12
4.1	FORME ET PROCÉDURE DU MARCHÉ.....	12
4.1.1	FORME DU MARCHÉ.....	12
4.1.2	MODE DE PASSATION	13
4.1.3	TYPE DE MARCHÉ	13
4.2	ALLOTISSEMENT	13
4.3	PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE FACULTATIVE (PSE)	13
4.4	DURÉE DU MARCHÉ	14
5	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
5.1	NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....	14
5.2	LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	15
5.3	DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	15
5.3.1	DÉCOMPTÉ DES DÉLAIS.....	15
5.3.2	CALENDRIER D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET RÉUNION DE LANCEMENT	16
5.3.3	PROLONGATION DE DÉLAI	16
5.4	CONDUITE DES PRESTATIONS – PILOTAGE ET COORDINATION	17

5.4.1	REPRÉSENTATION DES PARTIES	17
5.4.1.1	DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR PAR LE MINISTÈRE	17
5.4.1.2	DÉSIGNATION DES INTERLOCUTEURS DU MINISTÈRE PAR LE TITULAIRE.....	17
5.4.2	PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS.....	18
5.4.2.1	PILOTAGE DU MARCHÉ	18
5.4.2.2	CONDUITE DES PRESTATIONS	18
5.4.2.3	MODALITÉS DES ÉCHANGES ENTRE LE TITULAIRE ET LE MINISTÈRE	19
5.4.3	PRÉCISIONS RELATIVES AU GROUPEMENT MOMENTANÉ D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES (GMOE)	20
5.4.4	SOUS-TRAITANCE	20
5.4.4.1	DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE ET AGRÉMENT	20
5.4.4.2	DURÉE DE LA SOUS-TRAITANCE.....	22
5.5	CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	22
5.5.1	EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS.....	22
5.5.1.1	RÉALISATION	22
5.5.1.2	MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE.....	22
5.5.1.3	CAPITALISATION DES CONNAISSANCES	23
5.5.1.3.1	Transfert de compétences	23
5.5.1.3.2	Gestion documentaire	23
5.5.2	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	24
5.5.2.1	FRÉQUENCE D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	24
5.5.2.2	DÉTERMINATION DE LA PERSONNE HABILITÉE À ÉMETTRE UN BON DE COMMANDE.....	25
5.5.2.3	MENTIONS OBLIGATOIRES DU BON DE COMMANDE	25
5.5.2.4	TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	25
5.5.3	EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	26
5.5.4	ARRÊT D'EXÉCUTION D'UN BON DE COMMANDE	26
5.5.5	INDEMNISATION SUITE À L'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	27
5.5.6	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES	27
5.6	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS	27
5.6.1	CONNAISSANCES ANTÉRIEURES	27
5.6.2	ÉTENDUE DU DROIT D'USAGE	28

5.6.3	CESSION EXCLUSIVE DES RÉSULTATS	29
5.6.4	DROITS DU TITULAIRE.....	30
5.6.5	RÉGIME DES DONNÉES.....	31
5.6.6	EXERCICE DES DROITS	31
5.6.7	GARANTIE DES DROITS.....	32
5.6.8	TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE À L'ISSUE DU MARCHÉ	33
5.7	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	33
5.7.1	OBLIGATION DE RÉSULTAT - RESPONSABILITÉ.....	33
5.7.1.1	GÉNÉRALITÉS.....	33
5.7.1.2	EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.....	34
5.7.2	OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	35
5.7.2.1	COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DU TITULAIRE.....	35
5.7.2.2	CHANGEMENT D'INTERVENANTS DU TITULAIRE.....	36
5.7.2.2.1	Changement d'intervenants à l'initiative du titulaire.....	36
5.7.2.2.2	Récusation d'un intervenant par le ministère	36
5.7.2.2.3	Conséquences d'un défaut de présentation d'un profil adapté	36
5.7.2.3	ACCÈS AUX SITES DU MINISTÈRE	37
5.7.2.4	SÉCURITÉ INFORMATIQUE	37
5.7.2.5	DÉONTOLOGIE	38
5.7.3	OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE	38
5.7.4	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ – SECRET DES AFFAIRES.....	38
5.7.4.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	38
5.7.4.2	SECRET DES AFFAIRES.....	39
5.7.5	OBLIGATION DE SÉCURITÉ	40
5.7.5.1	MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS, RÈGLES ET RECOMMANDATIONS	40
5.7.5.2	INFORMATION SUR LES VULNÉRABILITÉS ET LES INCIDENTS DE SÉCURITÉ	40
5.7.5.3	DÉTECTION DES CYBERATTAQUES	41
5.7.5.4	MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS PAR COURRIEL.....	41
5.7.5.5	AUDIT DE SÉCURITÉ	41
5.7.5.6	RÉVERSIBILITÉ ET TRANSFÉRABILITÉ	41
5.7.6	OBLIGATIONS RELATIVES À LA GESTION DES DONNÉES	42

5.7.6.1	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL – CLAUSE DE RÉEXAMEN	42
5.7.6.2	HÉBERGEMENT DES DONNÉES.....	42
5.7.6.3	RESTITUTION ET DESTRUCTION DES DONNÉES COLLECTÉES PAR LE TITULAIRE.....	43
5.7.7	OBLIGATIONS RELATIVES AUX LIVRABLES.....	43
5.7.8	OBLIGATIONS RELATIVES AU SUIVI FINANCIER DU MONTANT MAXIMAL.....	44
5.7.9	OBLIGATION RELATIVE À L'UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	44
5.8	CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BÉNÉFICE D'ÉLÈVES À BESOINS SPÉCIFIQUES.....	45
5.8.1	ENCADREMENT DE L'ÉLÈVE.....	45
5.8.2	LES ÉTAPES DE MISE EN ŒUVRE DU STAGE.....	46
5.8.3	CONTRÔLE ET ÉVALUATION DE L'ACTION DE FORMATION.....	47
5.9	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	47
5.9.1	USAGE DE SUBSTANCES DANGEREUSES ET/OU TOXIQUES.....	48
5.9.2	BILAN CARBONE	48
5.9.3	PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE.....	49
5.9.3.1	ÉQUIPEMENTS DES INTERVENANTS	49
5.9.3.2	ÉNERGIE RENOUVELABLE	49
5.9.3.3	LIMITATION DES FLUIDES FRIGORIGÈNES	49
5.9.3.4	LIMITATION DU PUE.....	50
5.9.3.5	REFROIDISSEMENT DES CENTRES DE DONNÉES.....	50
5.9.4	DÉPLACEMENTS.....	50
5.9.5	ÉCO-CONCEPTION LOGICIELLE	51
5.9.6	GESTION DE LA FIN DE VIE DES ÉQUIPEMENTS	51
5.9.7	RAPPORT ENVIRONNEMENTAL.....	52
5.10	PLAN DE PROGRÈS – CLAUSE DE RÉEXAMEN	53
5.10.1	CONTENU DU PLAN DE PROGRÈS	53
5.10.2	MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PROGRÈS	54
5.10.2.1	ÉLABORATION DU PLAN DE PROGRÈS	54
5.10.2.2	SUIVI ET PILOTAGE DU PLAN DE PROGRÈS	54

5.11 MODIFICATIONS DU MARCHÉ	55
5.11.1 CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	55
5.11.2 CESSIION DU MARCHÉ.....	55
5.11.3 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	56
5.12 CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS	57
5.12.1 AUDIT.....	57
5.12.1.1 PÉRIMÈTRE DE L'AUDIT	57
5.12.1.2 PÉRIODICITÉ DE L'AUDIT	58
5.12.1.3 MODALITÉ DE L'AUDIT	58
5.12.1.3.1 Audit « sur pièces »	58
5.12.1.3.2 Audit « sur site »	58
5.12.1.4 RÉSULTAT DE L'AUDIT	60
5.12.2 LIVRAISON, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	60
5.12.2.1 CONDITIONS DE LIVRAISON	60
5.12.2.2 CONDITIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES (COMMUNES À TOUTES LES MISSIONS) 61	
5.12.2.3 CONDITIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DE LA MAINTENANCE ÉVOLUTIVE ET DES VERSIONS APPLICATIVES.....	63
5.12.3 RÉFACTION.....	65
5.12.4 GARANTIE.....	65
5.13 PÉNALITÉS.....	65
5.13.1 PÉNALITÉS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	65
5.13.2 PÉNALITÉS DE RETARD	66
5.13.3 PÉNALITÉ POUR INDISPONIBILITÉ.....	68
5.13.4 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS ET OBLIGATIONS PRÉVUES DANS LES DOCUMENTS CONTRACTUELS	71
5.13.5 PÉNALITÉS POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ ET/OU DE CONFIDENTIALITÉ.....	72
5.13.6 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE	72
6 RÉGIME FINANCIER DU MARCHÉ	73
6.1 MONTANT DU MARCHÉ – CLAUSE DE RÉEXAMEN	73

6.2 PRIX DU MARCHÉ	73
6.2.1FORME DES PRIX	73
6.2.2 CONTENU DES PRIX	73
6.2.2.1 GÉNÉRALITÉS	73
6.2.2.2 CO-TRAITANCE.....	74
6.2.2.3 SOUS-TRAITANCE	74
6.2.2.4 T.V.A.....	74
6.2.3 NATURE DES PRIX – CLAUSE DE RÉEXAMEN	75
6.2.3.1 MOIS D’ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	75
6.2.3.2 RÉVISION PAR L’APPLICATION D’UNE FORMULE PARAMÉTRIQUE – CLAUSE DE RÉEXAMEN	75
6.2.3.2.1 Modalités de calcul	75
6.2.3.2.2 Transmission des demandes de révision des prix	76
6.2.3.2.3 Décision du ministère	76
6.2.3.3 PLAN DE PRODUCTIVITÉ CONTINUE	76
6.2.3.4 MODIFICATION DE TARIF – CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	76
6.2.3.5 MODIFICATION FINANCIÈRES POUR CIRCONSTANCES IMPRÉVUES	77
6.3 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	78
6.3.1FINANCEMENT DU MARCHÉ.....	78
6.3.2 RETENUE DE GARANTIE.....	78
6.3.3 NANTISSEMENT	78
6.4 MODALITÉS DE PAIEMENT.....	78
6.4.1GÉNÉRALITÉS – DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES.....	78
6.4.2 AVANCE	79
6.4.3 ACOMPTE	80
6.4.4 PAIEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	80
6.4.5 SERVICE FAIT PRÉSUMÉ	81
6.4.6 RÉPARTITION DES PAIEMENTS	82
6.4.6.1 COTRAITANCE	82
6.4.6.2 SOUS-TRAITANCE – MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT	82
6.4.7 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT - FACTURATION	83

6.4.7.1	FRÉQUENCE DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	83
6.4.7.2	CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT	84
6.4.7.3	MONNAIE	85
6.4.7.4	ADRESSE DE FACTURATION.....	85
7	DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	85
7.1	ASSURANCE	85
7.2	JUSTIFICATIFS SOCIAUX	86
8	FIN DE MARCHÉ ET RÉSILIATION	87
8.1	FIN DE MARCHÉ PAR L'ATTEINTE DU MONTANT MAXIMAL.....	87
8.2	RÉSILIATION DU MARCHÉ	87
8.2.1	EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	87
8.2.2	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	87
9	DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	88
10	DÉROGATIONS	89

Annexe	Intitulé
A01	Accord sur le traitement des données à caractère personnel.
A02	Clause sociale – Fiche entreprise, complétée par le titulaire.
A03	Clause sociale – Mode d'emploi.

1 PRÉAMBULE

1.1 DÉFINITIONS

Dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et de son annexe 01 :

- le terme « **ministère** » désigne le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR) ;
- le terme « **titulaire** » désigne l'entreprise ou le groupement d'opérateurs économiques retenu pour exécuter les prestations ainsi que son ou ses représentant(s) ;
- le terme « **acheteur** » désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire ;
- le terme « **solution** » et l'expression « **solution GAR** », désignent la solution du gestionnaire d'accès aux ressources ;
- le terme « **marché** » désigne le contrat de la commande publique liant les parties, quelle qu'en soit la forme (marché simple, accord-cadre) ;
- le terme « **CCTP** » désigne le cahier des clauses techniques particulières applicable au présent marché.

1.2 INTERPRÉTATION

Les annexes du CCAP font partie intégrante de celui-ci et ont donc la même valeur que si elles avaient été intégrées dans le corps du CCAP.

Toute référence au CCAP inclut également ses annexes.

Les liens hypertexte renvoient aux textes (Code de la commande publique, [CCAG-TIC](#), décrets, etc.) en vigueur au moment de la passation du marché. En cours d'exécution, les parties doivent se référer à ces textes dans leur version en vigueur.

2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire assure la réalisation de prestations de prise en charge de la solution de gestion d'accès aux ressources (GAR), d'hébergement, d'exploitation, de maintenance, de support et de développement de ladite solution pour le compte du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est soumis à la réglementation sur les marchés publics pour son exécution.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 4.1 du [CCAG-TIC](#), les documents contractuels (dont l'exemplaire unique conservé dans les archives du ministère fait seul foi) régissant le présent marché sont, par ordre décroissant d'importance :

- l'acte d'engagement et son annexe 01 complétée :
 - annexe 01 : « Bordereau des prix (BP) » ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 01 : « Accord sur le traitement des données à caractère personnel » ;
 - annexe 02 : « Clause sociale – Fiche entreprise », complétée par le titulaire ;
 - annexe 03 : « Clause sociale – Mode d'emploi » ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - annexe 01.1 : « Description de la solution GAR actuelle, évolutions envisagées »
 - annexe 02.0 : « Calendrier prévisionnel de la mission M1 »
 - annexe 02.1 : « Abaques des évolutions en mode projet »
 - annexe 02.2 : « Exemples de demandes de service »
 - annexe 03.0 : « Plan de réversibilité sortante »
 - annexe 03.1 : « Registre des documents »
 - annexe 03.2 : « Inventaire des plateformes »
 - annexe 04.0 : « Document d'architecture technique du GAR »
 - annexe 04.1 : « Spécifications de la « météo » GAR »
 - annexe 04.2 : « Spécifications concernant les accédants »
 - annexe 04.3 : « Spécifications et synthèse-des imports-ENT »
 - annexe 04.4 : « Contrat d'interface des outils ITSM de l'académie d'Orléans-Tours et support GAR »
 - annexe 04.5 : « Spécifications de-l'interfaçage-SUMIT »
 - annexe 04.6 : « Spécifications des données d'initialisation »
 - annexe 04.7 : « Spécifications de la brique de collecte des ENT »
 - annexe 04.8 : « Spécifications des batchs d'import des ENT »

- annexe 04.9 : « Spécification du moissonnage dans le GAR »
- annexe 04.10 : « Spécifications post-moissonnage »
- annexe 04.11 : « Spécifications du processus d'accès aux ressources »
- annexe 04.12 : « Spécifications de la console d'affectation »
- annexe 04.13 : « Spécifications des batchs d'affectation »
- annexe 04.14 : « Spécifications du portail GAR »
- annexe 04.15 : « Spécification du SSO des IHM GAR»
- annexe 04.16 : « Spécifications du WS Liste Ressources »
- annexe 04.17 : « Spécifications du WS de gestion des abonnements »
- annexe 04.18 : « Spécifications WAYF natives »
- annexe 04.19 : « Spécification du site de communication du GAR »
- annexe 04.20 : « Contrat d'interface des guichets du MEN »
- annexe 04.21 : « Contrat d'interface technique, fonctionnel et de sécurité à destination des exploitants de l'entrepôt RDMEN »
- annexe 04.22 : « Spécifications du médiacentre EDUGAR »
- annexe 04.23 : « Spécifications du simulateur ENT »
- annexe 05.0 : « Tests de charge »
- annexe 05.1 : « Rapport des tests de charge pour la rentrée 2024 »
- annexe 05.2 : « Rapport des tests de performance Mysql »
- annexe 06.0 : « GAR-Référentiel technique, fonctionnel et de sécurité (RTFS) –Présentation générale »
- annexe 06.1 : « GAR- Référentiel technique, fonctionnel et de sécurité (RTFS)–Référentiel juridique et administratif »
- annexe 06.2 : « GAR- Référentiel technique, fonctionnel et de sécurité (RTFS) –Référentiel technique avec les fournisseurs de ressources (FR) »
- annexe 06.3 : « GAR- Référentiel technique, fonctionnel et de sécurité (RTFS) – Contrat d'interface SSO GAR avec les fournisseurs de ressources (FR) »
- annexe 06.4 : « GAR- Référentiel technique, fonctionnel et de sécurité (RTFS) – Contrat d'interface SSO GAR avec les ENT »
- annexe 06.5 : « GAR- Référentiel technique, fonctionnel et de sécurité (RTFS) –Référentiel technique avec les ENT »
- annexe 07.0 : « Présentation du GAR version 7.2 »
- annexe 07.1 : « Présentation du GAR version 7.3 »
- annexe 07.2 : « Présentation du GAR version 7.4 »
- annexe 07.3 : « Présentation du GAR version 8.0 »
- annexe 08.0 : « Exemple d'une expression de besoins (gestion des applications natives) »
- annexe 08.1 : « Exemple d'une expression de besoins (Web service décompte d'affectations) »

- annexe 09.0 : « Exemple d'une demande de changement (DDC)-Refonte de l'IHM affectation »
 - annexe 10.0 : « Analyse du module de statistiques – Saison 2 »
 - annexe 10.1 : « Étude sur le module de statistiques –Atelier #1 »
 - annexe 10.3 : « Étude sur le module de statistiques –Atelier #2 »
 - annexe 10.4 : « Spécification des statistiques et rapports du GAR »
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication ([CCAG-TIC](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
 - le règlement ([UE](#) [2016/679](#)) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;[l'arrêté du 19 juillet 2024 portant approbation de l'instruction ministérielle relative à la politique de gouvernance de la sécurité numérique \(PGSN\) de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports, de l'enseignement supérieur et de la recherche et ses annexes](#) ;
 - la politique de sécurité des systèmes d'information de l'État ([PSSIE](#)) ;
 - le référentiel général de sécurité (RGS), dans sa version en vigueur ;
 - le référentiel général d'interopérabilité (RGI), dans sa version en vigueur ;
 - le référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA), dans sa version en vigueur ;
 - l'offre du titulaire et ses éventuelles annexes dont le plan d'assurance sécurité (PAS), le plan d'assurance qualité (PAQ) et, par dérogation à l'article 38.4 du [CCAG-TIC](#), le plan de réversibilité ;
 - les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

4 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

4.1 FORME ET PROCÉDURE DU MARCHÉ

4.1.1 FORME DU MARCHÉ

En application de l'article [R2162-4-2°](#) du Code de la commande publique, le présent marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique, fixant toutes les dispositions contractuelles, sans montant minimal mais avec un montant maximal, pour la durée totale du marché (reconductions comprises), fixé à 25 000 000 EUR HT.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché, dans les conditions définies à l'article [5.5.2](#) du présent CCAP.

4.1.2 MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert, en application des dispositions des articles [L2124-2](#) et [R2124-2-1°](#) du Code de la commande publique.

4.1.3 TYPE DE MARCHÉ

Le présent marché porte sur des prestations de services relevant des catégories CPV suivantes :

À titre principal : 72000000-5 – Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

À titre secondaire : 72600000-6 - Services d'assistance et de conseils informatiques.
72250000-2 - Services de maintenance des systèmes et services d'assistance
72422000-4 - Services de développement des applications serveurs internet ou intranet
72415000-2 - Services d'hébergement pour l'exploitation de sites WWW
72220000-3 - Services de conseil en systèmes informatiques et conseils techniques

4.2 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

4.3 PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE FACULTATIVE (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

4.4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à la date de sa notification pour une durée initiale de trente-six (36) mois.

Il peut ensuite être reconduit par période de douze (12) mois par tacite reconduction du ministère, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Dans le cas où une réversibilité partielle a été réalisée en cours d'exécution, la reconduction tacite prévue ci-dessus est limitée aux prestations pour lesquelles un retour de responsabilité au ministère n'a pas encore été opéré.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard un mois avant la fin de validité du marché par courrier recommandé avec accusé de réception ou via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité ou dédommagement. Il reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

5 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à réaliser les prestations décrites dans le CCTP.

Le présent marché est constitué des six (6) missions suivantes :

- **Mission M1** : Initialisation des prestations et transition ;
- **Mission M2** : Hébergement, exploitation, MCO et MCS de la solution GAR ;
- **Mission M3** : Support et maintenance ;
- **Mission M4** : Maintenance évolutive et versions applicatives ;
- **Mission M5** : Étude, assistance et expertise ;
- **Mission M6** : Transfert de responsabilité et réversibilité sortante.

5.2 LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les lieux d'exécution des prestations sont définis à l'article 4.4.6 du CCTP.

5.3 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.3.1 DÉCOMPTE DES DÉLAIS

Le point de départ du délai d'exécution des prestations est la date de notification (date de réception) du bon de commande sur lequel elles sont commandées, sauf si ce-dernier prévoit une date différente.

Les délais d'exécution indiqués dans les documents contractuels, dans les bons de commande et/ou dans le cadre de la réunion de lancement sont impératifs.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du [CCAG-TIC](#), et, sauf mention spécifiques contraires, les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures (9h00) à dix-huit heures (18h00) tous les jours sauf les samedi, dimanche et jours fériés.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du [CCAG-TIC](#), lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

Conformément à l'article 3.2.3 du [CCAG-TIC](#), lorsque le délai est exprimé en mois, il est compté de quantième en quantième, indépendamment du nombre de jours dans le mois.

Exemples :

- pour l'émission d'un bon de commande un 6 avril 2024 avec un délai d'un mois, la prestation commence à s'exécuter le 7 avril et doit se terminer le 7 mai.
- pour l'émission d'un bon de commande le 31 janvier avec un délai d'un mois, la prestation commence à s'exécuter le 1^{er} février et doit se terminer le 28 ou 29 février (selon si l'année est bissextile ou non).

Le délai d'exécution est indiqué dans les bons de commande.

Les délais de livraison des livrables associés à chaque mission ou prestation sont détaillés dans le CCTP, pour chacune d'entre elles, sous l'article relatif aux délais d'exécution et d'admission.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avise le ministère par courriel dans les plus brefs délais en explicitant de manière détaillée la nature de ses difficultés et les mesures de correction envisagées (cf. article 4.4.3.3.1 du CCTP).

Pour les missions M4, M5 et M6, en cas de difficulté technique justifiant une modification du délai d'exécution, le titulaire demande au ministère une prolongation de délai par courriel en justifiant des raisons de cette demande.

Le ministère dispose d'un délai de 5 jours pour faire droit ou non à la demande du titulaire.

Dans le cas où le ministère accède à la demande de prolongation, un bon de commande rectificatif est émis par le ministère.

Dans le cas où le ministère n'accède pas à la demande, il notifie sa réponse au titulaire par courriel.

Les difficultés techniques éligibles à une prolongation de délai sont :

- une interruption imprévisible du support de l'éditeur sur un composant tiers à la solution, imposant de choisir une solution alternative ;
- la démonstration, suite à des tests de montée en charge, que la solution ne respecte pas, de manière imprévisible, les exigences de stabilité et de performance attendues ;
- une indisponibilité imprévisible des ressources du titulaire ou de ses sous-traitants pour réaliser les prestations dans les temps impartis ;
- une atteinte imprévisible au système d'information du titulaire ou de ses sous-traitants, sans impact de sécurité sur la solution GAR, mais lui imposant de rétablir au plus vite ses services afin d'exécuter les prestations.

5.3.2 CALENDRIER D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET RÉUNION DE LANCEMENT

À compter de la notification du marché, une réunion de lancement est organisée entre le titulaire et le ministère.

Cette réunion de lancement a notamment pour objet d'établir d'un commun accord, un calendrier d'organisation et d'exécution des prestations de prise en charge de la mission M1 (article 5.1.5 du CCTP).

5.3.3 PROLONGATION DE DÉLAI

Par dérogation à l'article 13-3 du [CCAG-TIC](#), lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du ministère ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le ministère prolonge le délai d'exécution initialement indiqué. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au ministère les causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel en indiquant le lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement.

Le titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de dix (10) jours ouvrés, à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à dix (10) jours ouvrés. Il indique au ministère, par la même demande, la durée de la prolongation souhaitée.

Le ministère dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du ministère qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du présent marché. Toute modification de la durée du présent marché ne peut résulter que d'un acte modificatif.

5.4 CONDUITE DES PRESTATIONS – PILOTAGE ET COORDINATION

5.4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES

5.4.1.1 DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR PAR LE MINISTÈRE

Dès la notification du marché, le ministère désigne un chef de projet, dit « chef de projet du ministère » (représentant de la DNE SN1), qui assure le pilotage et le suivi contractuel de l'exécution du marché, en collaboration avec le bureau SAAM B3. Le ministère informe le titulaire de cette désignation par courriel ou, au plus tard, lors de la réunion de lancement.

Ce chef de projet est l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Lors de la réunion de lancement (Mission M1 – article 5.1.2.1 du CCTP), le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du ministère.

Le ministère notifie au titulaire toute modification du chef de projet du ministère.

5.4.1.2 DÉSIGNATION DES INTERLOCUTEURS DU MINISTÈRE PAR LE TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.4.1 du [CCAG-TIC](#) et conformément à son offre, le titulaire désigne, au sein de l'équipe mise en place pour l'exécution des prestations, un directeur de projet, dit « directeur de projet du titulaire », disposant de l'expérience, de la compétence, de l'autorité (habilitation à représenter et à engager le titulaire sur l'ensemble des aspects du présent marché), et des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission. Il désigne également un suppléant à ce directeur de projet. Ce suppléant doit disposer des mêmes expériences, compétences et habilitations que le directeur de projet.

Ce directeur de projet du titulaire, ou son suppléant, est l'interlocuteur privilégié du ministère. Il a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est chargé, en particulier :

- d'assurer la coordination opérationnelle de ses équipes tout au long du marché. À ce titre, il mobilise une équipe susceptible d'apporter les valeurs ajoutées et compléments nécessaires à la réalisation des prestations dans les règles de l'art ;
- de participer aux réunions des instances de pilotage (COPIL, COPRO – cf. articles 4.4.3.2.2 et 4.4.3.2.6. du CCTP) ;

- de rendre compte au ministère de la bonne exécution du marché et d'adapter avec diligence les moyens mis en œuvre de manière à faire face à tout aléa normalement prévisible.

En cas d'absence du directeur de projet ou de son suppléant, le titulaire indique la procédure à suivre et la personne à contacter. Si cette absence est supérieure à trente (30) jours ouvrés, le titulaire désigne un remplaçant selon les modalités décrites ci-après (article [5.7.2.2](#) du présent CCAP).

Le directeur de projet désigné par le titulaire, ou son suppléant, ainsi que l'ensemble des intervenants décrits à l'article 4.3.3.1 du CCTP, doivent utiliser la langue française et tous les échanges doivent se faire en langue française.

En cas de manquement à ces exigences linguistiques, le ministère se réserve la possibilité de faire traduire les documents concernés par un traducteur certifié aux frais du titulaire.

Le titulaire désigne également au sein de son équipe, conformément à l'article 4.3.3.1 du CCTP, un référent accessibilité en mesure de mener des audits de certification internes et qui est l'interlocuteur du ministère sur ce sujet.

Le titulaire désigne au sein de son équipe, conformément à l'article 4.3.3.1 du CCTP, un référent sécurité, qui est l'interlocuteur du ministère sur ce point.

5.4.2 PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS

5.4.2.1 PILOTAGE DU MARCHÉ

Les opérations de pilotage, de conduite et de suivi regroupent, outre les réunions des instances de pilotage, les activités liées aux réunions de travail, au suivi et au bilan d'exécution.

Le pilotage, la conduite et le suivi du présent marché s'effectuent selon les modalités décrites à l'article 4.4 du CCTP et s'appliquent à l'ensemble des prestations décrites dans les documents contractuels du marché.

5.4.2.2 CONDUITE DES PRESTATIONS

Le ministère met à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire organise, en outre, avec les correspondants qui lui sont désignés au sein du ministère, les entretiens, échanges et/ou demandes d'information nécessaires pour mener à bien la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations respectives.

Pour ce faire, dans les conditions prévues à l'article [5.4.1](#) du présent CCAP, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution du marché.

Le suivi financier du marché est réalisé par le titulaire dans le cadre de ses obligations (cf. article [5.7.8](#) du présent CCAP).

5.4.2.3 MODALITÉS DES ÉCHANGES ENTRE LE TITULAIRE ET LE MINISTÈRE

Par dérogation à l'article 3.1 du [CCAG-TIC](#), les notifications de décisions, d'informations ou d'observations et les échanges entre le titulaire et le ministère faisant courir un délai, sont exclusivement réalisées par des moyens dématérialisés permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception.

Ces notifications et échanges peuvent être réalisées, via le profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique (de préférence au sein d'un outil de travail collaboratif fourni par le ministère et sous la forme d'un message électronique avec accusé de réception).

À cette fin, dans le cadre de la réunion de lancement (Mission M1 – article 5.1.2.1 du CCTP), les modalités des échanges entre le titulaire et le ministère sont arrêtées

Le ministère communique au titulaire les adresses électroniques dédiée à ces échanges ainsi que les numéros de téléphone de ses chefs de projet et de son référent sécurité.

Le titulaire communique notamment au ministère l'adresse électronique dédiée à ces échanges ainsi que les numéros de téléphone de son directeur de projet, de son référent sécurité et de son délégué à la protection des données (DPO). En cas de modification de ces coordonnées, le titulaire en informe le ministère dans un délai maximum de 48 heures ouvrées et sous six (6) heures ouvrées concernant les coordonnées du référent sécurité, du DPD et du directeur de projet.

En l'absence d'un horodatage permettant de donner une heure certaine à la réception d'un courriel (accusé réception délivré par l'application informatique lors de la première consultation du message), le destinataire en accuse réception dès qu'il en a connaissance, par retour d'un courriel. La date et l'heure à prendre en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement des informations est la date de notification (date de réception) ou celle figurant sur le courriel d'accusé de réception. À défaut, le destinataire est réputé avoir réceptionné le message à l'issue d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de sa date d'envoi.

En cas d'échange par téléphone avec le directeur de projet, le référent sécurité ou le DPO et à la demande du ministère, le titulaire adresse, au plus tard dans les 48 heures ouvrées suivant l'appel un courriel reprenant les éléments échangés.

Dans le cas où le titulaire se présente sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises, la notification de des échanges se fait uniquement au mandataire pour l'ensemble des cotraitants.

D'une manière générale, tous les documents transmis au ministère, y compris les livrables documentaires, doivent permettre d'identifier sans ambiguïté leur auteur, leur objet, la date de leur réalisation conformément aux dispositions de qualité que le ministère entend voir respecter pour tout élément de documentation et de réalisation concernant le domaine informatique (cf. article 4.3.2.8 du CCTP). Ils sont transmis sous forme numérique et téléchargeables dans un format exploitable :

- les formats « Open document Format » odt, .ods ou .odp doivent être privilégiés pour les documents modifiables. Les formats .docx, .xlsx, .pptx, .csv, .txt et .pdf sont acceptés.
- le format pdf visualisable et imprimable pour les documents en lecture seule (factures, documentations, etc.) ;
- les formats mentionnés dans le référentiel général d'interopérabilité (RGI), pour tout autre type de livrable.

5.4.3 PRÉCISIONS RELATIVES AU GROUPEMENT MOMENTANÉ D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES (GMOE)

Lorsque le titulaire est un GMOE, en cas de défaillance du mandataire de ce dernier, ses membres sont tenus de désigner un remplaçant.

À défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure établie par le ministère d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le mandataire du nouveau groupement.

5.4.4 SOUS-TRAITANCE

5.4.4.1 DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE ET AGRÉMENT

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles [R2193-1](#) à [R2193-16](#) du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du présent marché.

La demande d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché doit être effectuée par le titulaire avant le début des prestations sous-traitées, sous peine de nullité du bon de commande correspondant pour défaut d'anticipation.

Aux fins d'acceptation du(des) sous-traitant(s), le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration de sous-traitance par sous-traitant concerné et contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article [R2193-1](#) du Code de la commande publique, à savoir :

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du(des) sous-traitant(s) proposé (rubrique E du formulaire DC4) ;
- la nature des prestations sous-traitées et, le cas échéant, les modalités de traitement des données personnelles (rubrique F du formulaire DC4) ;
- le montant des prestations sous-traitées, les modalités de variation des prix (lesquelles sont fixées dans le contrat de sous-traitance entre le titulaire et le sous-traitant), ainsi que les conditions de paiement direct du sous-traitant (rubrique G du formulaire DC4) ;
- les conditions de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct (rubrique H du formulaire DC4) ;
- la durée du contrat de sous-traitance (rubrique I du formulaire DC4) ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie (rubrique J du formulaire DC4) ;

- la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion prévus aux articles [L2141-1 à L2141-5](#) ou aux articles [L2141-7 à L2141-10](#) du Code de la commande publique (rubrique K du formulaire DC4).

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture de la déclaration de sous-traitance complétée (le formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère de l'économie, des finances et de la relance : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le titulaire fournit également pour chaque sous-traitant concerné :

- son numéro unique d'identification (N° SIRET), s'il est établi en France ou, s'il n'est pas établi en France, de la preuve d'une inscription à un registre du commerce et des sociétés ou équivalent ;
- son relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- son certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivrée par l'administration fiscale dont relève le sous-traitant ;
- son attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L243-15](#) du Code de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois
- son attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers (hors union européenne) employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article [L5221-2](#) du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1. sa date d'embauche ;
- 2. sa nationalité ;
- 3. le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Dans l'hypothèse où le candidat n'emploie aucun ressortissant étranger, une attestation de non emploi de salariés étranger ;

- le cas échéant, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s).

Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

En l'absence de cession ou de nantissement du marché, la rubrique correspondante du formulaire DC4 (rubrique L) n'est pas à compléter par le titulaire.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial (formulaire DC4) signé par le titulaire, le sous-traitant et le ministère.

En application des dispositions de l'article [L2193-7](#) du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance au ministère, lorsque ce dernier lui en fait la demande, sous quinze (15) jours ouvrés dès réception de la demande.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du [CCAG-TIC](#), à défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application de l'article [5.13](#) du présent CCAP.

5.4.4.2 DURÉE DE LA SOUS-TRAITANCE

Sauf mention contraire, la durée de l'agrément de sous-traitance est de douze (12) mois à compter de sa notification. Cet agrément est reconduit tacitement par période de douze (12) mois, sans pouvoir dépasser la durée totale du présent marché.

Les modalités de reconduction ou de non-reconduction de la sous-traitance s'effectuent dans les mêmes conditions que celles prévalant pour le présent marché (cf. article [4.4](#) du présent CCAP).

Ainsi, l'agrément de sous-traitance est valide pour la durée du marché et de ses reconductions.

5.5 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.5.1 EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS

5.5.1.1 RÉALISATION

Le titulaire garantit au ministère qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande du ministère, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les prestations concernées (hébergement, exploitation, maintenance), et pour les objets numériques, les supports concernés (appareils connectés, sauvegardes de données, interfaces utilisateurs, etc.).

5.5.1.2 MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

Le titulaire doit les restituer soit à la demande du ministère, soit selon les conditions fixées dans le plan de réversibilité.

5.5.1.3 CAPITALISATION DES CONNAISSANCES

5.5.1.3.1 TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Le titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service du ministère en charge de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents du ministère en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls certaines techniques et pérenniser les démarches engagées.

Les actions menées par le titulaire dans ce cadre peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentiels ou à distance. Le coût de ce transfert de compétences est inclus dans le prix de la prestation.

Dans ce contexte, un ou plusieurs agents du service en charge du pilotage de la prestation de transfert de compétences sont nominativement désignés et intégrés de manière systématique à l'équipe projet. Ils participent aux comités de pilotage, réunion d'avancement et réunion de fin de phase et/ou fin de marché.

Ils participent également à toute réunion ayant trait à la rédaction des livrables ainsi qu'aux éventuelles problématiques rencontrées par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ce transfert de compétence est associé à l'obligation de conseil du titulaire sur l'ensemble des prestations du marché et ne saurait se substituer à la mission de réversibilité prévue dans le cadre de ce marché (article 5.6 du CCTP).

5.5.1.3.2 GESTION DOCUMENTAIRE

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base documentaire et une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par le ministère.

À l'exception de la base de connaissance, laquelle est remise au ministère lors de la phase de réversibilité, ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes au ministère (cf. article 4.4.2.1 du CCTP) et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent marché.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis de manière sécurisée selon les modalités décrites à l'article [5.4.2.3](#) du présent CCAP.

5.5.2 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins du ministère.

Le bon de commande est le document établi par le ministère et adressé au titulaire, dans lequel sont précisées celles des prestations décrites dans le CCTP dont l'exécution est demandée. Il en détermine, les quantités et toutes les conditions utiles à leur bonne exécution et notamment les délais.

Lorsque le montant maximal fixé à l'article [6.1](#) du présent CCAP est atteint, le ministère ne peut plus émettre de bons de commande au titre de ce marché.

Le titulaire n'est pas tenu de réaliser les prestations commandées au-delà de ce montant maximal. Les frais qu'il engage pour la réalisation des prestations ainsi commandées restent à sa charge et ne peuvent faire l'objet d'aucune indemnisation de la part du ministère.

Le présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 3.8 du [CCAG-TIC](#) relatif aux ordres de service, lesquelles ne sont pas applicables au présent marché.

5.5.2.1 FRÉQUENCE D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

- La mission M1 « INITIALISATION DES PRESTATIONS ET TRANSITION » fait l'objet de bons de commande successifs, selon les besoins du ministère et s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.1 du CCTP.
- La mission M2 « HÉBERGEMENT, EXPLOITATION, MCO ET MCS DE LA SOLUTION GAR » fait l'objet de bons de commande trimestriels ou le cas échéant, mensuels, ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché. Elle s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.2 du CCTP.
- La mission M3 « MAINTENANCE ET SUPPORT » fait l'objet de bons de commande trimestriels ou le cas échéant, mensuels et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché. Elle s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.3 du CCTP.
- La mission M4 « VERSIONS APPLICATIVES (maintenance évolutive) » fait l'objet de bons de commande successifs, selon les besoins du ministère et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché. Elle s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.4 du CCTP.
- La mission M5 « ASSISTANCE, CONSEIL, EXPERTISE ET AUDITS » fait l'objet de bons de commande successifs, selon les besoins du ministère et ce, jusqu'à l'expiration de la durée du marché. Elle s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.5 du CCTP.
- La mission M6 « RÉVERSIBILITÉ SORTANTE » fait l'objet de bons de commande successifs, selon les besoins du ministère et s'exécute selon les modalités prévues à l'article 5.6 du CCTP.

Pour chaque prestation, le ministère émet un ou plusieurs bons de commande, comportant une ou plusieurs unités d'œuvre, selon les besoins à satisfaire.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement.

5.5.2.2 DÉTERMINATION DE LA PERSONNE HABILITÉE À ÉMETTRE UN BON DE COMMANDE

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

5.5.2.3 MENTIONS OBLIGATOIRES DU BON DE COMMANDE

Il est précisé, sur chaque bon de commande ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- le détail des quantités ;
- la désignation précise et détaillée des prestations (mention de l'UO concernée) ;
- les dates de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de T.V.A. utilisé.

5.5.2.4 TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont transmis au titulaire par voie électronique.

Le titulaire en accuse réception datée par courriel.

Le titulaire est réputé avoir reçu le bon de commande au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant la date d'envoi.

À cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au ministère l'adresse électronique à laquelle les bons de commande sont envoyés.

5.5.3 EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les délais maximaux d'exécution prévus par le bon de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché.

Les délais de production des livrables des différentes missions, à compter de la réception du bon de commande, sont précisés aux articles du CCTP « Délais d'exécution et d'admission » correspondants.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du [CCAG-TIC](#) le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont notifiés et aux délais indiqués, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Sauf en cas d'atteinte du montant maximal fixé à l'article [6.1](#) du présent CCAP, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché et leur exécution peut dépasser la fin de validité du marché à concurrence des délais maximaux de production des livrables définis dans le CCTP pour les prestations concernées et dans la limite de six (6) mois.

En cas de résiliation du marché, la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation n'est pas remise en cause. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

5.5.4 ARRÊT D'EXÉCUTION D'UN BON DE COMMANDE

Le ministère peut, y compris en l'absence de faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une prestation commandée.

Dans cette hypothèse, il notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception, au plus tard dix (10) jours ouvrés avant sa prise d'effet.

Par dérogation à l'article 41 du [CCAG-TIC](#), l'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

Le titulaire et le ministère procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités décrites à l'article 52.2 du [CCAG-TIC](#).

Le titulaire a droit, en outre, à une indemnisation de la part des frais et investissement, éventuellement engagés et strictement nécessaires à l'exécution du bon de commande, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant de cette indemnisation dans un délai de dix (10) jours ouvrés après la notification de l'arrêt du bon de commande.

5.5.5 INDEMNISATION SUITE À L'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

L'annulation d'un bon de commande par le ministère à la suite d'une circonstance imprévisible ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au ministère un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 55.2 du [CCAG-TIC](#) relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre la circonstance imprévisible et ledit préjudice.

5.5.6 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Le présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 25 du [CCAG-TIC](#) relatif aux prestations supplémentaires ou modificatives, lesquelles ne sont pas applicables au présent marché.

5.6 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS

5.6.1 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

Conformément aux articles 43.2, 43.3, et 45 du [CCAG-TIC](#), le ministère et le titulaire conservent, chacun pour ce qui le concerne, les droits de propriété intellectuelle ou les droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures (y compris les connaissances antérieures standards).

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins du ministère dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les bases de données, les noms de domaine, le droit à l'image des biens ou des personnes, etc., et qui appartiennent, au jour de la notification du présent marché, au ministère, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendant au présent marché.

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et autres contenus proposés sous licence standard (sous licence dite « propriétaire » ou sous licence « libre »).

À ce titre, le ministère et le titulaire conservent, chacun pour ce qui les concerne, la propriété pleine et entière relative aux droits d'auteur ou aux droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du ministère que dans le cadre de l'exécution du présent marché et après accord exprès de ce dernier. Il s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures (cf. article [5.7.4](#) du présent CCAP).

Dans le cadre des opérations d'hébergement et de maintenance, le titulaire s'assure que les connaissances antérieures sont parfaitement séparables techniquement de la solution GAR (c'est-à-dire qu'elles figurent dans des documents et fichiers sources distincts).

Par dérogation à l'article 44 du [CCAG-TIC](#), dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures (standards ou non), il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou, en toute hypothèse, au fur et à mesure de l'exécution du présent marché, avant toute utilisation et/ou intégration de celles-ci dans les résultats.

Le titulaire communique au ministère la liste de ces connaissances antérieures, précise l'ensemble des éléments nécessaires à leur utilisation par le ministère et propose, le cas échéant, toute solution de remplacement.

Ces éléments d'informations sont notamment :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence telles que :
 - la durée de la concession ;
 - l'étendue du droit d'usage,
 - pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive,
 - pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits du ministère (séquestre des codes sources par exemple).

À défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre du titulaire ou en cours d'exécution, tout élément livré dans le cadre du présent marché est réputé être un résultat.

Dans cette hypothèse, le titulaire propose de remplacer l'élément concerné, à ses frais, afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

Le ministère n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures du titulaire indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du présent marché.

5.6.2 ÉTENDUE DU DROIT D'USAGE

Le droit d'usage décrit ci-après s'applique aux connaissances antérieures non dissociables (par dérogation à l'article 44 du [CCAG-TIC](#)), aux opérations d'hébergement et de maintenance applicative

de la solution GAR, aux logiciels standards qu'il détient ou dont il a acquis les droits ainsi que la documentation afférente et les outils mis à la disposition du ministère par le titulaire.

Le titulaire concède, ou s'assure auprès de(s) l'éditeur(s) que celui(ceux)-ci concède(nt), au ministère, à titre non exclusif, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article [L122-6 \(1°\)](#) du Code de la propriété intellectuelle, les connaissances antérieures indissociables, les logiciels standards qu'il détient ou dont il a acquis les droits ainsi que la documentation afférente, les outils mis à disposition du ministère et définis à l'article 4.4.2.2 du CCTP ainsi que leurs différents composants, y compris les mises à jour, corrections et évolutions et leurs documentations afférentes, pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Conformément à son offre, la durée de la concession est consentie par le titulaire soit pour la durée légale des droits d'auteur, soit pour la durée de la licence, en fonction de la licence qu'il propose, et en tout état de cause, pour la durée du marché.

Dans le cas où les connaissances antérieures indissociables sont des logiciels libres, la licence Open Source utilisée est conforme aux termes des licences Open Source acceptées par le SILL (cf. article 4.3.2.1 du CCTP).

Les codes sources et la documentation nécessaires à la mise en œuvre des droits sur les logiciels libres sont livrés, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Les codes sources des logiciels libres sont fournis dans les conditions prévues au CCTP (cf. article 4.4.2.1.1 du CCTP – Utilisation de la « forge Éducation » du ministère).

Pendant la durée du marché, le titulaire est tenu de fournir, sur demande du ministère, l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés.

À ce titre, le titulaire du marché doit notamment assister le ministère par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui auront pu être utilisés par lui pour la réalisation des prestations et qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Le prix de la présente concession de droits est compris dans les prix indiqués au bordereau des prix (annexe 01 de l'acte d'engagement).

5.6.3 CESSIION EXCLUSIVE DES RÉSULTATS

Par dérogation à l'article 46.2.1 du [CCAG-TIC](#), outre les résultats qui, au regard de leur nature, font l'objet d'une cession exclusive, le titulaire cède au ministère, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur ou les droits voisins des droits d'auteur afférents à tous les résultats du présent marché et sur tous les livrables documentaires remis dans le cadre du marché (y compris ceux qualifiés de non confidentiels - cf. article [5.7.4](#) du présent CCAP), à l'exception de la documentation relative aux produits des éditeurs.

Cette cession couvre tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation des prestations du présent marché et tous les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans tous les pays et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

À cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article [L123-1](#) du Code de propriété intellectuelle, et dans tous les pays, dès l'admission définitive des prestations, tous les droits pouvant naître à l'occasion de la réalisation du présent marché et tous les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans tous les pays et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux d'utilisation, d'exploitation, de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'analyser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du présent marché et, en toute hypothèse, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du présent marché. Ils comprennent également le droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, et le droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier, sans que cette liste soit exhaustive.

Dans ce cadre, le ministère se réserve le droit d'utiliser, de modifier et de diffuser les produits finis cités dans le présent cahier des charges, quels que soient les supports, la destination, la durée et le lieu.

À ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au ministère ou à des tiers.

Le prix de cette cession est compris dans le prix du présent marché.

Le titulaire garantit au ministère le parfait respect de cette disposition pour chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

5.6.4 DROITS DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 46.3.1 du [CCAG-TIC](#), le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations réalisées dans le cadre du présent marché, sans l'accord préalable du ministère.

Cette disposition ne s'applique pas aux savoir-faire et méthodes propres au titulaire et utilisés pour réaliser les résultats du marché. Ceux-ci demeurent la propriété du titulaire.

Après accord du ministère, et dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats qualifiés de non confidentiels, le titulaire verse une redevance au ministère.

Les modalités de cette redevance font l'objet d'un acte modificatif au présent marché, selon les dispositions de l'article [5.11.3](#) du présent CCAP.

Le titulaire peut être exempté du versement d'une redevance auprès du ministère dans les conditions cumulatives suivantes :

- les résultats sont incorporés dans un logiciel standard sous licence libre acceptée par le SILL ;
- toute mise à jour dudit logiciel dans le cadre du présent marché est réalisée dans le cadre de la maintenance corrective, sans augmentation de prix.

5.6.5 RÉGIME DES DONNÉES

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au ministère (cf. article [5.7.4](#) du présent CCAP).

D'une manière générale, le titulaire fournit au ministère, sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de leur exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse du ministère.

Le titulaire s'engage à restituer gratuitement et sans délai au ministère ces données, y compris celles fournies par lui, à l'issue du marché ou à sa demande. Cette restitution se fait sous une forme exploitable par tous les systèmes d'information courants.

Le titulaire s'engage, à l'issue du marché ou à la demande du ministère, à détruire les données utilisées dans le cadre du présent marché et à ne conserver aucune des données citées ci-dessus sur aucun support de quelque nature que ce soit (cf. article [5.7.6.3](#) du présent CCAP).

5.6.6 EXERCICE DES DROITS

Il est fait application de l'article 46.4.1 du [CCAG-TIC](#).

Pour permettre au ministère d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution du présent marché.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée au ministère. Elle est comprise dans le prix du marché.

5.6.7 GARANTIE DES DROITS

Il est fait application des dispositions de l'article 46.4.2 du [CCAG-TIC](#).

Le titulaire est réputé avoir la libre disposition de tous les produits utilisés pour la réalisation du présent marché et garantit le ministère, dans les conditions ci-après exposées, contre toute revendication des tiers faisant obstacle à la libre utilisation de ces produits par eux.

Si le ministère, du fait de l'action d'un tiers, est victime d'un trouble de jouissance qui ne résulte ni d'une utilisation non conforme au présent marché, ni d'une modification non réalisée par le titulaire, il en informe ce dernier qui prend immédiatement les mesures appropriées pour faire cesser ce trouble.

Dans ce cadre, le titulaire doit :

- soit s'efforcer de modifier ou remplacer les produits en litige de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit s'obliger à négocier les cessions, licences ou autorisations nécessaires, de telle sorte que le service bénéficiaire puisse utiliser les procédés ou produits en litige, sans limitation ni frais supplémentaires ;
- soit, dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à les indemniser du préjudice subi.

De même, le ministère informe, dans les meilleurs délais, le titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant notamment les applications, les méthodes et les documentations fournies par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire toutes diligences pour assurer sa défense et permettre au ministère, pour le cas où celui-ci serait mis en cause, d'assurer la sienne, le titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de la procédure ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux du ministère.

Le titulaire supporte l'intégralité des dommages et intérêts, frais et dépens éventuellement alloués à l'issue de la procédure ou en cas de condamnation de référé et/ou en cas de décision avec exécution provisoire.

Le titulaire ne peut transiger sans l'accord écrit et préalable du ministère pour ce qui le concerne.

5.6.8 TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE À L'ISSUE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 39.1 du [CCAG-TIC](#), le ministère est autorisé à confier à l'expiration du présent marché, les opérations de tierce maintenance applicative à un tiers de son choix, sans avoir à obtenir l'autorisation préalable du titulaire du marché.

La confidentialité des codes sources utilisés dans le cadre du présent marché ne fait pas obstacle à la mise à disposition de ces codes à un tiers pour réaliser les opérations de maintenance.

5.7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.7.1 OBLIGATION DE RÉSULTAT - RESPONSABILITÉ

5.7.1.1 GÉNÉRALITÉS

Pour l'ensemble des prestations objets du marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels le régissant.

À ce titre, il s'engage notamment à :

- se conformer aux dispositions figurant dans les pièces contractuelles du marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- fournir une assistance fonctionnelle et technique au ministère lors de l'exécution des missions ;
- respecter les délais de réalisation des prestations et de production des produits finis (livrables) ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre et corriger tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché.

Tous les documents écrits ou graphiques remis dans le cadre du marché doivent être examinés par le titulaire, lequel doit signaler toute erreur ou omission qu'il aurait relevée.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en sa qualité de sachant, de toute anomalie ou insuffisance quant aux conditions d'exécution indiquées ainsi que de toute erreur ou omissions, imprécision et contradiction qu'il aurait relevées dans les différents documents du marché et dont il n'aurait pas fait état en phase de consultation.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin. Le titulaire est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution des prestations peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire rend compte au ministère dans le cadre des réunions du comité de pilotage, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP (cf. article [8.2.2](#)).

5.7.1.2 EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Il est pleinement et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations et de toutes les prestations résultant du présent marché, y compris des prestations sous-traitées.

En particulier, le titulaire met en place les mesures de contrôle lui permettant notamment de s'assurer :

- du suivi et de la coordination des opérations ;
- de la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant ;
- du respect des consignes de sécurité, y compris en matière de sécurité informatique (protection des données, etc.) par le sous-traitant ;
- du respect des exigences relatives à la sous-traitance définies par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- du respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article [5.7.4](#) du présent CCAP par le sous-traitant. À ce titre le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit de confidentialité ;
- de la cession des droits de propriété intellectuelle en application de l'article [Erreur ! Source du renvoi introuvable.](#) du présent CCAP ;
- des éventuels recours en garantie ;
- de l'absence de lien contraire à la déontologie. À ce titre, le titulaire se porte garant de l'honorabilité des personnes en charge de l'exécution des prestations objet du marché.

5.7.2 OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE

5.7.2.1 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DU TITULAIRE

Le titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité les intervenants désignés par lui pour la bonne réalisation des prestations objet du présent marché.

À ce titre, le titulaire doit pouvoir documenter et mettre en œuvre une procédure de vérification des informations concernant son personnel conforme aux lois et règlements en vigueur.

Il confie l'exécution des tâches à du personnel possédant les qualifications professionnelles requises, et s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du présent marché (cf. article 4.3.3 du CCTP).

Il appartient au titulaire de pourvoir aux variations de charge pouvant intervenir sur toute la durée du marché. À ce titre, il n'est pas admis à faire valoir un nombre insuffisant de ressources disponibles pour justifier un retard ou une impossibilité de faire.

Il lui appartient de maintenir, sans interruption et pendant toute la durée du marché, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire est responsable de la formation de son personnel (y compris les remplaçants) sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

À cet égard, le titulaire n'est pas admis à faire valoir une perte de connaissance pour justifier un retard ou une impossibilité de faire, et la perte de connaissance ne saurait constituer une cause d'exemption ou réduction d'engagement.

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire ou de son représentant (directeur de projet du titulaire ou suppléant) désigné conformément aux dispositions de l'article [5.4.1.2](#) du présent CCAP.

Ce directeur de projet du titulaire, ou son suppléant, est notamment chargé de la coordination des opérations entre son équipe et celle du ministère.

Dans tous les cas, les personnels du titulaire sont tenus d'indiquer leur identité et la raison sociale de l'entreprise qui les emploie dans leurs échanges avec le ministère ou des tiers dans le cadre de la réalisation des prestations du présent marché (signature de mél, présentation en réunion, etc.).

Le titulaire peut, sans supplément de coût pour le ministère, et dans le cas où cela s'avèrerait nécessaire pour le respect de ses engagements contractuels, présenter de nouveaux intervenants afin de compléter son équipe.

La présentation de ces nouveaux intervenants est réalisée selon les mêmes modalités que pour un changement d'intervenant (cf. article [5.7.2.2](#) du présent CCAP).

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués.

L'équipe proposée par le titulaire est réputée acceptée si le ministère ne récuse aucun des profils dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant sa mise à disposition.

5.7.2.2 CHANGEMENT D'INTERVENANTS DU TITULAIRE

Dans tous les cas, le remplacement d'un intervenant du titulaire ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

5.7.2.2.1 CHANGEMENT D'INTERVENANTS À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.4.3 du [CCAG-TIC](#), toute modification relative à la composition de l'équipe chargée de l'exécution des prestations, y compris le directeur de projet du titulaire ou son suppléant, doit être portée à la connaissance du ministère au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification.

Le titulaire communique impérativement les motifs de cette modification ainsi que les profils et les compétences du ou des nouveaux intervenants.

Le remplaçant proposé doit disposer d'une compétence et d'une expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant qu'il remplace et, dans tous les cas, conformes aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise par ce changement.

Le ministère vérifie l'adéquation du profil et des compétences du remplaçant au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de le récuser s'il ne correspond pas au profil et compétence indiqués.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas dans un délai correspondant aux cinq (5) premiers jours ouvrés de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant.

5.7.2.2.2 RÉCUSATION D'UN INTERVENANT PAR LE MINISTÈRE

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser tout intervenant du titulaire ne possédant pas les compétences souhaitées, soit dans le cadre d'un changement d'intervenant à l'initiative du titulaire, soit en cours d'exécution du présent marché, en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission, par tout ou partie de l'équipe du titulaire.

Une fois informé par le ministère, le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés au maximum pour présenter un profil permettant d'assurer le remplacement du profil récusé. Le nouveau profil fait l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Après accord du ministère sur le(s) profil(s) proposé(s), le titulaire mobilise ses ressources dans un délai de dix (10) jours ouvrés au maximum.

5.7.2.2.3 CONSÉQUENCES D'UN DÉFAUT DE PRÉSENTATION D'UN PROFIL ADAPTÉ

Dans tous les cas, changement d'intervenant à l'initiative du titulaire ou récusation par le ministère d'un intervenant ou de son remplaçant, le titulaire encourt une pénalité s'il est dans l'incapacité de présenter

un intervenant disposant d'un profil adapté et si cette incapacité entraîne un retard dans la reprise ou la poursuite de la prestation.

Conformément à l'article [5.13.4](#) du présent CCAP, cette pénalité est appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation.

Si, après une deuxième récusation par le ministère, le titulaire n'est toujours pas en mesure de proposer un remplaçant disposant d'un profil adapté, le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article [8.2.2](#) du présent CCAP.

5.7.2.3 ACCÈS AUX SITES DU MINISTÈRE

Tout intervenant du titulaire doit être en mesure de justifier, dès son entrée dans les locaux ou dans l'enceinte du ministère, de son affiliation à la société du titulaire soit par une carte professionnelle, soit par tout autre document émanant du titulaire.

Une liste des personnels intervenant dans les opérations objet des prestations du présent marché est transmise au ministère dans le cadre de la réunion de lancement (Mission M1) puis, en cas de changement d'intervenants, préalablement à leur prise de fonction. Cette liste est validée par le ministère.

Le titulaire ou tout intervenant de celui-ci devant avoir accès aux locaux du ministère se doit de respecter, durant sa présence sur le site du ministère, le règlement intérieur ainsi que les consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Les personnels du titulaire ne sont autorisés à faire usage du matériel du ministère qu'en présence d'un préposé de ce dernier, sauf autorisation expresse de celui-ci. Dans ce cas, le titulaire est responsable de la bonne utilisation des matériels mis à sa disposition.

Le défaut d'application par le titulaire ou par son(ses) intervenant(s) des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP (cf. article [8.2.2](#)).

5.7.2.4 SÉCURITÉ INFORMATIQUE

En application du plan d'assurance sécurité (PAS) applicable au présent marché (cf. article 5.1.2.2.3 du CCTP), le titulaire sensibilise son personnel, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information du ministère et à l'ensemble des mesures de sécurité définies par le ministère ou s'imposant à ce dernier.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les dispositions du présent marché concernant la sécurité informatique et la protection des données (articles [5.7.5](#) et [5.7.6](#) du présent CCAP).

5.7.2.5 DÉONTOLOGIE

Tout au long de l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au ministère, sous sa responsabilité, toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

5.7.3 OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde la plus stricte concernant l'exécution du présent marché.

À ce titre, il s'engage notamment à répondre, dans un délai ne pouvant excéder cinq (5) jours ouvrés à compter de sa saisie, à toute demande de renseignements émanant du ministère et à lui communiquer tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché.

Le titulaire fournit au ministère l'ensemble des conseils techniques, mises en garde et recommandations nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché.

De même, le titulaire signale les difficultés et les risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Le titulaire est également tenu de signaler au ministère tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations (dérèglements ou dysfonctionnements potentiels).

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport décrivant les risques et menaces constatées et proposant des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du présent marché.

5.7.4 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ – SECRET DES AFFAIRES

5.7.4.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions de l'article 5.1 du [CCAG-TIC](#) s'appliquent au présent marché.

À ce titre, le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère à l'occasion de l'exécution du présent marché. Les échanges de courriers et d'informations entre les parties ainsi que les résultats du marché sont considérés comme confidentiels, sans qu'il soit besoin de l'indiquer systématiquement.

En complément de ces dispositions, le ministère peut, à tout moment, demander au titulaire de lui restituer ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le titulaire s'engage à fournir dans le plan d'assurance sécurité (PAS) applicable au présent marché le descriptif détaillé du dispositif technique mis en œuvre pour assurer cette confidentialité (cf. article 5.1.2.2.3 du CCTP).

Le titulaire s'engage à informer de cette obligation de confidentialité, par tous moyens à sa convenance, ses salariés, quel que soit leur statut, et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'étend sur une période courant jusqu'à cinq (5) ans après la date d'achèvement du présent marché.

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire, ses salariés ou sous-traitants est sanctionné par les pénalités prévues à l'article [5.13.5](#) du présent CCAP.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose à la résiliation du présent marché en application de l'article [8.2.2](#) du présent CCAP.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

5.7.4.2 SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation. Pour ce faire, il peut produire des engagements de confidentialité individuels, réaliser un cloisonnement organisationnel et un paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité en application de l'article [5.13.5](#) du présent CCAP, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation à ses torts du présent marché (cf. article [8.2.2](#) du présent CCAP).

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du présent marché.

Le titulaire consent, en application de l'article [L151-5](#) du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du présent marché puissent être divulgués par le ministère à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage en lien avec l'objet du marché ou de contrôle des prestations réalisées.

Le ministère s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le ministère informe le titulaire par courriel quinze (15) jours ouvrés avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

5.7.5 OBLIGATION DE SÉCURITÉ

Le titulaire décrit dans le plan d'assurance sécurité (PAS) applicable au présent marché ses obligations au regard des exigences de sécurité décrites dans les documents contractuels, ainsi que les mesures qu'il met en œuvre pour s'y conformer pendant toute la durée du marché.

Le titulaire effectue des autocontrôles réguliers afin de s'assurer de cette conformité.

Il met en place une gouvernance de la sécurité conforme aux attentes du ministère (cf. articles 4.3.2.3, 4.4.3.2.4 et 5.1.2.2.3 du CCTP) et identifie au sein de ses équipes un responsable de la sécurité opérationnelle, qui est l'interlocuteur privilégié du ministère dans ce domaine.

Outre les exigences particulières relatives à la sécurité figurant dans le CCTP du présent marché (cf. article 4.3.2.3), le titulaire est tenu de respecter une obligation générale concernant la sécurité.

5.7.5.1 MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS, RÈGLES ET RECOMMANDATIONS

Le titulaire s'engage à appliquer les règles issues des documents contractuels mentionnés à l'article 3 du présent CCAP (référentiels, PSSIE, etc.).

Les mesures mises en œuvre par le titulaire dans le plan d'assurance sécurité (PAS) applicable au présent marché doivent être conformes aux recommandations de l'ANSSI applicables au présent marché, notamment celles relatives à :

- l'hygiène informatique (niveau renforcé) (2017) : <https://cyber.gouv.fr/publications/guide-dhygiene-informatique>
- l'administration sécurisée des SI (2021) : <https://cyber.gouv.fr/publications/recommandations-relatives-ladministration-securisee-des-si>

5.7.5.2 INFORMATION SUR LES VULNÉRABILITÉS ET LES INCIDENTS DE SÉCURITÉ

Conformément à l'article 5.1.2.2.3 du CCTP, le plan d'assurance sécurité (PAS) applicable au présent marché décrit les modalités de mise à disposition d'un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique.

En application de l'article 5.4 du [CCAG-TIC](#), pour les prestations, produits et service fournis dans le cadre du présent marché, le titulaire met à disposition du ministère un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (liste de diffusion par courriel, messagerie instantanée sécurisée, lignes téléphoniques directes, etc.).

Ce dispositif, décrit dans le plan d'assurance sécurité applicable au présent marché (article 5.1.2.2.3 du CCTP), vise à tenir le ministère informé des événements et changements impactant la sécurité, notamment liés à la connaissance d'une vulnérabilité impactant le système (annonce de correctif, attaque en cours, violation de données à caractère personnel si le traitement de données est sous-traité au titulaire), et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

Le titulaire informe sans délai le ministère et l'ANSSI de tout incident de sécurité affectant les données ou les outils du ministère.

5.7.5.3 DÉTECTION DES CYBERATTAQUES

Conformément à l'article 5.1.2.2.3 du CCTP, le plan d'assurance sécurité (PAS) applicable au présent marché décrit les outils de détection des cyberattaques prévus par le titulaire, ainsi que les modalités de mise à jour de ces derniers.

5.7.5.4 MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS PAR COURRIEL

Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par mél ou par messagerie instantanée sécurisée permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité.

À ce titre, le titulaire garantit que les supports échangés n'intègrent aucun code malveillant.

5.7.5.5 AUDIT DE SÉCURITÉ

En application de l'article [5.12.1](#) du présent CCAP et de l'article 4.3.4.3 du CCTP, le ministère peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui.

Ce contrôle peut être effectué dans les locaux du titulaire (ou de ses sous-traitants) pendant une période de six (6) mois à compter du terme de l'exécution du présent marché ou de sa résiliation, afin de vérifier que les dispositions prises en matière de destruction des données sont respectées.

5.7.5.6 RÉVERSIBILITÉ ET TRANSFÉRABILITÉ

En application de l'article 4.3.2.3 du CCTP, le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

Durant la phase de transfert, l'assurance de la sécurité réside notamment dans :

- la gestion des accès et des habilitations ;
- le transfert de responsabilités ;
- la fourniture d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées ;
- la gestion de la continuité de l'activité.

5.7.6 OBLIGATIONS RELATIVES À LA GESTION DES DONNÉES

5.7.6.1 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément à l'[arrêté du 18 décembre 2017 relatif à la mise en œuvre par le ministère de l'éducation nationale d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « gestionnaire d'accès aux ressources » \(GAR\)](#) et à l'article 5.2. du [CCAG-TIC](#), le titulaire s'engage, dans le cadre du présent marché et dans les conditions prévues à l'annexe 01 du présent CCAP, à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le [règlement \(UE\) 2016/679](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

L'annexe 01 du présent CCAP « accord sur le traitement des données à caractère personnel » peut être complétée en tant que de besoin conformément aux dispositions prévues à son article 4.3 p). Les modifications apportées à cette annexe font l'objet d'une notification en application de l'article [5.11.3](#) du présent CCAP).

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un acte modificatif par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le ministère.

En cas de méconnaissance des règles applicables, il peut être fait application des dispositions de l'article [5.13](#) du présent CCAP.

De même, en cas de manquement par le titulaire à ses obligations contractuelles, le présent marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article [8.2.2](#) du présent CCAP.

5.7.6.2 HÉBERGEMENT DES DONNÉES

Compte tenu des données à caractère personnel gérées par la solution GAR et en application de l'article [L2112-4](#) du Code de la commande publique, les prestations et l'hébergement des données, doivent être réalisées sur le territoire de l'Union européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est strictement conforme à la réglementation en vigueur en vertu du [règlement \(UE\) 2016/679](#) susvisé.

À ce titre, le ministère doit pouvoir réaliser des audits de sécurité en urgence dans un délai de 24 heures. À la première demande du ministère, le titulaire identifie tous les titulaires techniques hébergeant ou stockant les données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché ainsi que leur localisation.

En cas de changement de localisation des données ou services, le titulaire en informe préalablement le ministère.

5.7.6.3 RESTITUTION ET DESTRUCTION DES DONNÉES COLLECTÉES PAR LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à conserver dans ses archives les sauvegardes de la solution GAR pendant trois (3) mois après la fin du présent marché.

En application de l'article [L34-1](#) du Code des postes et des communications électroniques, le titulaire s'engage à conserver les données listées au II bis et III de cet article (dont les journaux de la solution GAR) pendant un délai d'un (1) an ou de cinq (5) ans, selon le type de données, après la fin du présent marché.

Le prix de la conservation des sauvegardes et journaux au-delà de la fin du présent marché est compris dans les prix des prestations d'hébergement et d'exploitation indiqués au bordereau des prix (annexe 01 de l'acte d'engagement).

À l'exception de ce qui précède, le titulaire s'engage à ne conserver aucune des données confiées par le ministère dans le cadre du présent marché, sur aucun support de quelque nature que ce soit.

À ce titre, le titulaire garantit la destruction des données utilisées dans le cadre de la réalisation des prestations du présent marché après restitution de ces dernières au ministère selon les modalités décrites ci-après :

- au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue au ministère, dans le cadre des opérations de réversibilité l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre du présent marché.

Une fois la restitution effectuée, à l'issue des délais légaux et contractuels de conservation des données du marché, quelle qu'en soit la durée, le titulaire détruit, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage ;

- lorsqu'elles sont concomitantes, la restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire et transmis par ce dernier au ministère.

Lorsque la restitution et la destruction des données font l'objet d'opérations séparées, chacune d'entre elle fait l'objet d'un procès-verbal daté et signé par le titulaire. La transmission de chaque procès-verbal au ministère s'effectue dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la fin de la restitution ou du délai de conservation des données.

Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

5.7.7 OBLIGATIONS RELATIVES AUX LIVRABLES

L'utilisation des sceaux, timbres et cachets du ministère par le titulaire est prohibée.

Les livrables documentaires rédigés conjointement par le titulaire et le ministère utilisent la charte graphique du ministère, avec la mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il mentionne cette information, précise la prestation réalisée et le cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique du ministère est réservée uniquement aux productions rédigées sous la responsabilité de ce dernier.

La forme des livrables répond aux exigences fixées à l'article [5.4.2.3](#) du présent CCAP.

Les livrables doivent être pertinents et fonctionnellement vérifiables.

5.7.8 OBLIGATIONS RELATIVES AU SUIVI FINANCIER DU MONTANT MAXIMAL

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent marché et l'atteinte du montant maximal du marché fixé à l'article [6.1](#) du présent CCAP, le titulaire est tenu de :

- produire un état d'activité trimestriel de la consommation, comprenant *a minima* la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant. Cet état d'activité est transmis au ministère à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr (avec copie au chef de projet GAR) et versé dans l'outil de gestion documentaire du projet décrit à l'article 4.4.2.1.1 du CCTP, puis validé conjointement par le ministère et le titulaire selon les modalités définies lors de la réunion de lancement ;
- produire, à la demande du ministère, un état de la consommation à date dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 30% du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Cette liste est non exhaustive et peut être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

Tout au long de l'exécution du marché et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

5.7.9 OBLIGATION RELATIVE À L'UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Conformément à la [loi n°94-665 du 4 août 1994](#), l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports, les courriers, la documentation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

A minima, le directeur de projet du titulaire, interlocuteur privilégié du ministère, ainsi que l'ensemble des intervenants décrits à l'article 4.3.3.1 du CCTP, doivent pouvoir s'exprimer en langue française (cf. article [5.4.1.2](#) du présent CCAP).

5.8 CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BÉNÉFICE D'ÉLÈVES À BESOINS SPÉCIFIQUES

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale :

- soit en situation de décrochage scolaire (article [L122-2](#) du Code de l'éducation) ;
- soit soumis à l'obligation de formation (article [L114-1](#) et [R114-1](#) du Code de l'éducation).

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Éducation nationale (articles [L124-19](#) et [L124-20](#) du Code de l'éducation) ;
- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article [L2112-2](#) du Code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de **900** heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction.

Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

À l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

5.8.1 ENCADREMENT DE L'ÉLÈVE

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Éducation nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article [L124-6](#) du Code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

5.8.2 LES ÉTAPES DE MISE EN ŒUVRE DU STAGE

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Éducation nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. À cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Éducation nationale. La nouvelle « Fiche entreprise » finalisée est alors transmise au ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le ministère et le référent de l'Éducation nationale. Dans ce cas, le ministère et le référent de l'Éducation nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article [L2194-1 1°](#) du Code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Éducation nationale, puis validées par le ministère. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article [D124-4](#) du Code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Éducation nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder six (6) mois.

À l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

5.8.3 CONTRÔLE ET ÉVALUATION DE L'ACTION DE FORMATION

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Éducation nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- la « Fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

5.9 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application pour le présent marché des articles [L2112-2](#), [L2112-3](#), [R2111-4](#) et [R2111-10](#) du Code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le ministère est particulièrement attentif à la qualité environnementale des prestations objets du marché et souhaite soutenir les politiques publiques de protection et de valorisation de l'environnement.

En particulier, l'exécution des prestations objet du marché s'inscrit dans le respect des textes suivants :

- [loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets](#) ;
- [loi n°2021-485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique](#).

5.9.1 USAGE DE SUBSTANCES DANGEREUSES ET/OU TOXIQUES

Conformément à l'article 7 du [CCAG-TIC](#), le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

À ce titre, le titulaire s'engage à :

- ne pas utiliser ou minimiser l'usage de substances dangereuses et/ou toxiques conformément à la [directive 2011/65/UE du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques](#), dite « directive RoHS II », transposée en droit français par le [décret n°2013-988 du 6 novembre 2013](#) ;
- récupérer les matériels en fin de vie, conformément à la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), dite « directive DEEE II », transposée en droit français par le [décret n°2014-928 du 19 août 2014](#).

À la demande du ministère, le titulaire fournit les mesures prises au cours de l'exécution du présent marché pour respecter ses engagements.

5.9.2 BILAN CARBONE

Conformément à son offre et en application de l'article [L229-25](#) du Code de l'environnement, le titulaire établit un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) des activités effectuées dans le cadre du présent marché.

Ainsi, le BEGES doit notamment comprendre l'identification et la quantification des émissions suivantes :

- Scope 1 : émissions directes provenant de l'activité produite par l'entreprise (sources fixes et mobiles de combustion qui proviennent directement de l'activité de l'entreprise) ;
- Scope 2 : émissions indirectes liées à l'énergie (la consommation d'énergies achetée par l'entreprise : électricité ou autres) ;
- Scope 3 : autres émissions indirectes (déplacements professionnels des employés, gestion des déchets, émissions liées à la chaîne d'approvisionnement).

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère, les informations relatives à la mise en œuvre de cette obligation légale ainsi que le résultat du BEGES.

Le bilan carbone doit être réalisé conformément à la méthode Bilan Carbone® de l'ADEME ou toute autre méthode reconnue équivalente, en conformité avec les standards internationaux, tels que le GHG Protocol ou les normes ISO 14064.

5.9.3 PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

5.9.3.1 ÉQUIPEMENTS DES INTERVENANTS

Conformément à son offre et en application de l'article [R234-1 2°](#) du Code de l'énergie, le titulaire est tenu d'utiliser pour l'exécution des prestations des produits à haute performance énergétique, dont les équipements de bureau de ses intervenants (écrans moniteurs, ordinateurs portables, ordinateurs fixes, tablettes).

Ces équipements doivent se conformer aux exigences d'efficacité énergétique de la version 8 de la norme Energy Star ou équivalent.

Les produits disposant d'un label écologique de type I, satisfaisant aux exigences énergétiques spécifiées ci-dessus sont réputés conformes.

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire communique au ministère les justificatifs relatifs aux équipements utilisés dans la réalisation des prestations (fiches techniques des équipements utilisés avec l'indice d'efficacité énergétique de chaque équipement).

5.9.3.2 ÉNERGIE RENOUVELABLE

Le titulaire favorise l'utilisation d'énergies renouvelables pour l'alimentation de ses centres de données ou de ceux exploités par un tiers pour l'exécution du marché.

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère la preuve de l'utilisation d'énergies renouvelables au titre du présent marché.

5.9.3.3 LIMITATION DES FLUIDES FRIGORIGÈNES

Le titulaire s'engage à éviter l'utilisation de fluides frigorigènes à potentiel de réchauffement global (PRP) élevé pour la fourniture des services du centre de données, à moins qu'il ne soit prouvé que l'utilisation de fluides frigorigènes à PRP proche de zéro ne serait pas possible en raison de circonstances exceptionnelles ou réduirait l'efficacité énergétique du système.

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère les mesures qu'il met en œuvre pour limiter l'utilisation de fluides frigorigènes.

5.9.3.4 LIMITATION DU PUE

Le titulaire s'engage à optimiser et/ou rationaliser l'efficacité énergétique (PUE) des serveurs utilisés dans le cadre du présent marché.

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère son résultat de PUE.

5.9.3.5 REFROIDISSEMENT DES CENTRES DE DONNÉES

Conformément à son offre, le titulaire intègre les bonnes pratiques énumérées dans la version la plus récente du « guide des bonnes pratiques du Code de conduite européen sur les datacenters » de la Commission Européenne (version 14.1.0 au 1^{er} janvier 2024), en ce qui concerne les aspects suivants de la conception des centres de données utilisés dans le cadre du présent marché :

1. la gestion et conception des flux d'air ;
2. l'installation de refroidissement ;
3. les climatiseurs/centrales de traitement d'air des salles informatiques.

Sont privilégiées les pratiques de refroidissement naturel, « refroidissement gratuit », « refroidissement liquide », système adiabatique, ou d'immersion en lieu et place d'un refroidissement à circuit fermé (CRAC, CRAH).

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère, les mesures mises en œuvre afin de répondre au « guide des bonnes pratiques du Code de conduite européen sur les datacenters ».

5.9.4 DÉPLACEMENTS

Pour se déplacer dans les différents sites du ministère situés en Île de France, le titulaire favorise la mobilité douce (modes de transport non motorisés dit actifs faisant appel à la seule énergie humaine) ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans tous les cas, les véhicules utilisés relèvent de la vignette Crit'Air0 ou Crit'Air1.

En cas de recours à une prestation externe de livraison ou de location de véhicules pour l'exécution des prestations objets du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère les mesures prises pour réduire l'impact des déplacements réalisés dans le cadre des prestations du présent marché.

5.9.5 ÉCO-CONCEPTION LOGICIELLE

L'éco-conception logicielle a pour objectif de réaliser des services numériques efficaces consommant le moins possible de ressources informatiques par unité fonctionnelle. Elle porte notamment sur la conception fonctionnelle, graphique, ergonomique, technique du service numérique.

Conformément à son offre, dans le cadre des prestations d'hébergement et d'exploitation, de maintenance adaptative, de maintenance évolutive et de maintenance corrective pour des anomalies mineures, le titulaire doit, lorsque la prestation à réaliser le permet, intégrer des considérations d'éco-conception logicielle.

Pour ce faire, le référentiel (*) proposé par la mission interministérielle numérique responsable permet d'interroger la performance d'un service numérique.

(*) *Référentiel général d'écoconception de services numériques (RGESN)* : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/>

Dans le cas où la prise en compte de considérations d'éco-conception aurait un impact sur les fonctionnalités de l'application concernée, une validation au cas par cas par le ministère est demandée par le titulaire.

Dans le cadre de la réunion de pilotage, le titulaire produit un rapport d'activité précisant :

- les mesures prises pour intégrer des considérations d'éco-conception et leurs impacts sur l'application ;
- les mesures envisagées, mais non réalisées, en précisant les raisons pour lesquelles de cette non-réalisation.

5.9.6 GESTION DE LA FIN DE VIE DES ÉQUIPEMENTS

Conformément à son offre, le titulaire s'assure du traitement de fin de vie des équipements (serveurs, etc.) utilisés par lui ou ses éventuels sous-traitants dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché et notamment celle relative à l'hébergement de la solution GAR.

Ces modes de traitement doivent notamment respecter la hiérarchie précisée à l'article [L541-1](#) du Code de l'environnement :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

- l'élimination.

Les opérations de préparation en vue d'une réutilisation, d'un recyclage et d'une élimination doivent être exécutées en respectant pleinement les exigences énoncées à l'article 8 et aux annexes VII et VIII de la [directive 2012/19/UE relative aux DEEE \(refonte\)](#).

Dans le cadre du rapport environnemental annuel (cf. article [5.9.7](#) du présent CCAP), le titulaire transmet au ministère, tout justificatif permettant de tracer toute la chaîne de collecte et de traitement des déchets issus de l'exécution du marché dans le respect de la réglementation en vigueur, le mode de traitement appliqué et les données relatives à la proportion d'équipements préparés ou commercialisés en vue de leur réutilisation ou de leur recyclage.

5.9.7 RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Le titulaire établit un rapport annuel concernant la mise en œuvre de la présente clause environnementale.

L'ensemble des justificatifs et éléments d'informations demandés au titre de la clause environnementale est joint à ce rapport.

Ce rapport, doit notamment inclure :

- la consommation énergétique des infrastructures utilisées pour l'hébergement de la solution GAR (cf. article [5.9.3.4](#) du présent CCAP) ;
- le pourcentage d'énergie renouvelable utilisée (cf. article [5.9.3.2](#) du présent CCAP) ;
- les actions spécifiques réalisées pour réduire l'empreinte carbone de l'ensemble de ses prestations, ainsi que le résultat de son bilan carbone (article [5.9.2](#) du présent CCAP) ;
- les mesures prises pour réduire l'impact des déplacements réalisés dans le cadre des prestations du présent marché (cf. article [5.9.4](#) du présent CCAP) ;
- les mesures prises pour la gestion et la réduction des déchets électroniques (article [5.9.6](#) du présent CCAP).

Ce rapport, ainsi que les pièces justificatives qui l'accompagnent, sont transmis annuellement au ministère à l'adresse électronique communiquée lors de la réunion de lancement) et versé dans l'outil de gestion documentaire du projet décrit à l'article 4.4.2.1.1 du CCTP.

Ce rapport est examiné dans le cadre de l'une des réunions du comité de pilotage.

5.10 PLAN DE PROGRÈS – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Le plan de progrès participe de la démarche d'amélioration continue mise en œuvre dans le cadre du présent marché. Il se traduit par le partage d'objectifs engageants permettant au ministère et au titulaire de capitaliser sur l'expérience acquise en vue d'améliorer leurs performances respectives.

Dans le cadre du plan de progrès, les parties sont forces de propositions et les objectifs d'amélioration sont consignés dans un plan d'action.

Ce plan de progrès est intégré au référentiel documentaire du marché.

5.10.1 CONTENU DU PLAN DE PROGRÈS

Le plan de progrès s'articule, *a minima*, autour des axes définis, ci-après :

Axe 1 : l'amélioration de la qualité des prestations.

À ce titre, peuvent notamment être considérés comme des éléments participant à cette amélioration :

- la périodicité des prestations ;
- l'organisation du travail, le contrôle et le suivi de la qualité des prestations ;
- les moyens techniques utilisés pour la prestation ;
- les moyens humains mis en œuvre ;
- l'amélioration des délais de traitement ;
- etc.

Axe 2 : optimisation et/ou réduction des coûts.

À ce titre, peuvent notamment être considérés comme des éléments participant à cette optimisation et/ou réduction des coûts :

- l'optimisation de la prestation de maintien en condition opérationnelle des différentes plateformes du GAR ;
- la rationalisation de l'architecture applicative et des infrastructures matérielles et logicielles liées à l'hébergement, la sécurité et le monitoring pour permettre la scalabilité et l'allocation des ressources en fonction de la charge effective ;
- la rationalisation de la gestion des évolutions sur l'ensemble de la chaîne, de la prise en compte du besoin jusqu'aux recettes des réalisations ;
- l'optimisation de la capitalisation des actions, connaissances et compétences du support.

Axe 3 : l'amélioration de l'impact environnemental des prestations.

À ce titre, peuvent notamment être considérés comme des éléments participant à cette amélioration de l'impact environnemental des prestations :

- l'optimisation et/ou la rationalisation de l'efficacité énergétique (PUE), notamment en agissant sur le taux de charge des machines sollicitées, le nombre de données stockées et l'espace du disque ;
- la réduction de la consommation énergétique ;
- la réduction de l'impact carbone des prestations, etc.

Ces axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès initial.

5.10.2 MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PROGRÈS

5.10.2.1 ÉLABORATION DU PLAN DE PROGRÈS

La première année d'exécution du marché est considérée comme une année de prise de connaissance. L'élaboration du plan de progrès est initiée par le titulaire du contrat sur la base du plan de progrès V0 fourni dans son offre.

Il présente au comité de pilotage les propositions d'amélioration sur les axes définis ci-dessus, conjointement avec le ministère, en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première année d'exécution.

Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial (Plan de progrès V1), lequel comprend *a minima*, pour chacun des axes définis, les points suivants :

- les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- les indicateurs de mesure associés ;
- les actions à la charge du titulaire ;
- les actions à la charge du ministère ;
- les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

L'élaboration du plan de progrès est réalisée, par la suite, dans le cadre des réunions du comité de pilotage afin d'affiner les axes d'amélioration en identifiant les objectifs et indicateurs associés et en déclinant les différentes propositions permettant l'atteinte de ces objectifs dans un plan d'actions.

Une fois finalisé, le plan de progrès est validé par les parties dans le cadre du comité de pilotage et intégré aux documents contractuels du marché selon les modalités ci-après :

- dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché, notamment les conditions d'exécution, il donne lieu à la conclusion d'un acte modificatif dans le cadre de la clause de réexamen définie à l'article [5.11.3](#) du présent CCAP ;
- dans le cas où le plan de progrès n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le plan de progrès est formalisé par une notification entre les parties.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'exécuter les décisions arrêtées au titre du plan de progrès.

5.10.2.2 SUIVI ET PILOTAGE DU PLAN DE PROGRÈS

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement, dans le cadre du comité de pilotage, un bilan du plan de progrès élaboré conjointement.

Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

5.11 MODIFICATIONS DU MARCHÉ

5.11.1 CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

Il est fait application de la clause de réexamen prévue à l'article [5.11.3](#) du présent CCAP.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer son nouveau numéro unique d'identification (SIREN, SIRET, ou un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel le titulaire est inscrit) dans les plus brefs délais.

5.11.2 CESSIION DU MARCHÉ

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

En application de l'article [R2194-6 2°](#) du Code de la commande publique, dans le cas d'une opération de restructuration du titulaire initial, le présent marché peut faire l'objet d'une cession, sous réserve que le cessionnaire satisfait aux conditions d'attribution du marché et présente des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du titulaire.

La cession de marché est globale.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro unique d'identification de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article [R2143-7](#) du Code de la commande publique) ;
- une attestation sur l'honneur dûment signée indiquant que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles [L2141-1](#) et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise (et non par son courtier) ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel à concurrence et le règlement de la consultation du présent marché.

La cession de marché, est formalisée au travers d'un acte modificatif constatant le transfert au nouveau titulaire. Cet acte modificatif est signé par le ministère, le titulaire et le cessionnaire.

5.11.3 CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article [R2194-1](#) du Code de la commande publique, des modifications sont susceptibles d'être apportées au présent marché dans les hypothèses suivantes :

- en cas de changement de dénomination sociale du titulaire (cf. article [5.11.1](#) du présent CCAP) ;
- en cas de cession du marché (cf. article [5.11.2](#) du présent CCAP) ;
- en cas de mise en œuvre de la clause de révision de prix (cf. article [6.2.3](#) du présent CCAP) ;
- en cas de réévaluation à hauteur de 10% du montant maximal du présent marché (article [6.1](#) du présent CCAP) ;
- en cas de modifications financières pour circonstances imprévisibles (cf. article [6.2.3.5](#) du présent CCAP) ;
- en cas de modification de xx (cf. article [6.2.3.4](#) du présent CCAP) ;
- en cas de modification de la durée du marché résultant d'une prolongation du délai d'exécution des prestations (cf. article [5.3.3](#) du présent CCAP) ;
- en cas d'évolutions des documents contractuels du référentiel documentaire (articles 5.1.2.2.1 du CCTP) ;
- en cas d'évolutions du plan de progrès applicable au marché (article [5.10](#) du présent CCAP) ;
- en cas de modification de la liste des interfaces et sites soumis à l'exigence relative au système de design de l'État (cf. article 4.3.2.2 du CCTP) ;
- en cas de modification des conditions de remise des livrables dans la « forge Éducation » (article 4.3.2.5 du CCTP) ;
- en cas de modification du catalogue des demandes de service (cf. article 5.3.2.2.1 du CCTP) ;
- en cas de modification des cas d'usage, dans le cadre de la maintenance corrective (cf. article 5.3.2.3.1 du CCTP) ;
- en cas de réversibilité sortante partielle, les indicateurs de réversibilité sont modifiés ;
- en cas de modification de l'annexe 01 du présent CCAP (cf. article [5.7.6](#) du présent CCAP) ;
- en cas de versement d'une redevance par le titulaire dans le cadre d'une exploitation commerciale des résultats du marché (article [5.6.4](#) du présent CCAP) ;
- en cas de réduction du nombre des instances de pilotage (cf. article 4.4.3.2.1.1 du CCTP) ;
- en cas de modification des processus ou de modification du BPU en application du plan de progrès (cf. article [5.10](#) du présent CCAP) ;
- en cas de modification des conditions de mise en œuvre de la clause sociale (cf. article [5.8](#) du présent CCAP).

Les modifications résultant de la mise en œuvre de cette clause de réexamen ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement l'objet du présent marché.

À l'issue de cette procédure de réexamen, l'accord des deux parties est matérialisé par :

- une notification du ministère dans les cas suivants :
 - le changement de dénomination sociale du titulaire ;
 - la mise en œuvre de la clause de révision de prix ;
 - la réévaluation du montant maximal du présent marché ;
 - la modification de l'annexe 01 du présent CCAP « Accord sur le traitement des données à caractère personnel » ;
 - la modification des conditions de remise des livrables dans la « forge Éducation » ;
 - la modification de la liste des interfaces et sites soumis à l'exigence relative au système de design de l'État ;
 - la modification des critères et des conditions de suivi des tickets de support et de demandes d'assistance, dans le cadre du support ;
 - la modification des critères et des conditions de correction des incidents et problèmes, dans le cadre de la maintenance corrective ;
 - la modification du catalogue des demandes de service ;
 - l'évolution des documents contractuels du référentiel documentaire applicable au présent marché ;
- un acte modificatif précisant les modalités de mise en œuvre des nouvelles prestations et, le cas échéant, leurs incidences financières, dans les autres cas.

5.12 CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

5.12.1 AUDIT

En complément des opérations de vérification prévues à l'article [5.12.2](#) du présent CCAP, le ministère peut, à tout moment, exercer un droit de contrôle et d'audit dans les conditions définies à l'article [5.12.1](#) du présent CCAP, afin de vérifier que le titulaire réalise les prestations conformément aux dispositions contractuelles du présent marché.

Le ministère peut effectuer des audits « sur pièces » ou « sur site », soit par ses propres moyens, soit via un auditeur indépendant.

Le titulaire se soumet à tous les moyens de contrôle que le ministère juge à propos de prescrire pour s'assurer de la régularité de réalisation des opérations objet du marché.

En contrepartie, le ministère s'engage à conserver le secret sur toutes les informations qu'il recueillerait lors des visites du site de production et de stockage du titulaire.

5.12.1.1 PÉRIMÈTRE DE L'AUDIT

Le ministère peut demander au travers d'un audit, la vérification :

- de la qualité des prestations afin de déterminer par un examen méthodique et indépendant si les prestations et les résultats satisfont aux dispositions du CCTP (cf. articles 4.3.4.1, 4.3.4.2, 4.3.4.4, 4.3.4.5 et 4.3.4.6 du CCTP) et à celles figurant dans le PAQ applicable ;

- du respect par le titulaire de ses obligations au regard des référentiels PSSIE, RGS, RGAA et RGPD (cf. articles 4.3.4.3 et 4.3.4.7 du CCTP).

Le périmètre de l'audit est strictement limité aux vérifications visées ci-dessus et ne peut porter sur les données financières, comptables et commerciales du titulaire.

L'audit doit enfin pouvoir permettre de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place ne peuvent être contournées sans que cela ne soit détecté et notifié.

Par dérogation à l'article 24 du [CCAG-TIC](#), aucun audit de sécurité ne sera réalisé après la fin du présent marché.

5.12.1.2 PÉRIODICITÉ DE L'AUDIT

Le nombre d'audits (soit « sur pièces », soit « sur site »), est fixé :

- pour les audits RGAA, à 2 par an au maximum (considérant qu'il peuvent porter chacun sur plusieurs interfaces) ;
- pour les autres types d'audit, à 1 par an au maximum (pour chaque type d'audit).

5.12.1.3 MODALITÉ DE L'AUDIT

5.12.1.3.1 AUDIT « SUR PIÈCES »

L'audit « sur pièce » est réalisé par le ministère.

Par dérogation à l'article 24 du [CCAG-TIC](#) pour ce qui concerne l'audit de sécurité, le ministère, après en avoir informé le titulaire par messagerie électronique avec un préavis de dix (10) jours ouvrés, peut faire procéder à un audit « sur pièces ».

En cas d'incident, le délai de prévenance est réduit à 24 heures.

Cet audit consiste pour le titulaire à transmettre au ministère, dans les délais indiqués dans sa demande, soit un rapport d'activité interne, soit le rapport émis par un auditeur externe dans le cadre de programmes de certification de type ISO ou en application de procédure SOC (Service Organisation Control) dérivées de la réglementation Sarbanes-Oxley en matière de contrôle interne (ex : rapports ISAE 3402 ou SSAE 16 de type II).

Dans tous les cas, le rapport transmis par le titulaire au ministère doit établir que les procédures et les systèmes de contrôle mis en œuvre lui permettent de garantir la réalité et la conformité des mesures mises en place.

5.12.1.3.2 AUDIT « SUR SITE »

Par dérogation à l'article 24 du [CCAG-TIC](#) pour ce qui concerne l'audit de sécurité, le ministère, après en avoir informé le titulaire par messagerie électronique avec un préavis de dix (10) jours ouvrés, peut initier le lancement du processus d'audit « sur site » à son initiative ou dans le cadre d'une demande d'un

régulateur ou d'une autre instance de supervision et de contrôle (CNIL, ANSSI, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation, etc.) ou en application de la [loi n°2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité](#).

En cas d'incident, le délai de prévenance est réduit à 24 heures.

Le ministère peut désigner un auditeur interne ou recourir à un auditeur indépendant pour la réalisation de cet audit.

5.12.1.3.2.1 DÉSIGNATION D'UN AUDITEUR INDÉPENDANT

Le recours à un auditeur indépendant s'effectue au frais du ministère.

L'auditeur indépendant désigné par le ministère doit, d'une part, se conformer à la version en vigueur du [référentiel d'exigences des prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information](#) (PASSI) publié par l'ANSSI (à date, version 2.0 du 14 février 2013) et, d'autre part, ne doit pas être un concurrent direct ou indirect du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de l'auditeur indépendant par le ministère pour signifier son accord ou son refus.

En cas de refus, la décision du titulaire doit être motivée par des raisons objectives.

En cas d'acceptation de l'auditeur indépendant, un accord de confidentialité tripartite est rédigé par le titulaire puis validé par le ministère. Cet accord de confidentialité est signé par l'auditeur indépendant, le titulaire et le ministère.

5.12.1.3.2.2 CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'AUDIT

L'auditeur (interne ou indépendant) fixe avec le titulaire la date et l'heure de l'audit et demande à ce que lui soient communiqués les documents nécessaires à la réalisation de l'audit.

L'auditeur établit le plan d'audit qu'il communique au titulaire en précisant : l'objet de l'audit, l'identité de l'auditeur, la date, l'heure, la durée de l'audit et l'ordre du jour.

Le titulaire renvoie le plan d'audit en précisant le nom des interlocuteurs pour chacun des points objets de l'audit.

Le titulaire s'engage à collaborer de bonne foi avec l'auditeur désigné par le ministère en lui procurant toutes les informations nécessaires, notamment les résultats des précédents audits réalisés et portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché, et en répondant à l'ensemble de ses demandes afférentes à cet audit. En particulier, l'auditeur peut notamment demander au titulaire la communication des journaux de localisation des données, de copie et de suppression des données, la visite des locaux avec accès aux machines physiques ou virtuelles, l'audition individuelle des membres des équipes.

En cas de visite des locaux, le titulaire fournit les modalités d'accès à l'auditeur.

Le cas d'une intervention urgente du ministère ou de l'un de ses partenaires, par exemple en raison de la survenance d'un incident de sécurité à traiter, doit être prévu.

L'auditeur dispose d'un délai, au maximum, de soixante (60) jours ouvrés pour réaliser cet audit.

L'audit est mené durant les heures de travail du titulaire et ne doit en aucun cas perturber le bon fonctionnement des services du titulaire.

5.12.1.4 RÉSULTAT DE L'AUDIT

L'auditeur communique ses conclusions oralement aux responsables des activités auditées. Les audités peuvent apporter leur point de vue permettant d'ajuster les conclusions de l'auditeur.

À l'issue de l'audit, un exemplaire du rapport d'audit rédigé par l'auditeur est remis au ministère et au titulaire.

Ce rapport peut faire l'objet d'un point à l'ordre du jour du comité de gestion des risques SSI (COGRISSI) et du comité de pilotage afin de mettre en œuvre les recommandations émises par l'auditeur.

Si les conclusions de l'audit révèlent des non-conformités par rapport aux obligations incombant au titulaire dans le cadre du marché, le titulaire prend les mesures nécessaires pour y remédier et communique son plan d'action avec un calendrier de réalisation, au ministère dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réception des conclusions de l'audit. Après accord du ministère, le titulaire met en œuvre les actions correctives recommandées conformément au plan d'action arrêté, sans frais supplémentaires pour le ministère.

Si les conclusions de l'audit contiennent des recommandations tendant à la modification ou à l'amélioration des règles et procédures auditées, la mise en œuvre de ces recommandations est soumise à la validation du ministère dans le cadre d'une réunion du comité de pilotage et effectuée conformément aux principes définis dans le plan d'assurance qualité (PAQ) et/ou d'assurance sécurité (PAS) associé(s) au présent marché.

5.12.2 LIVRAISON, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle le ministère reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. L'admission a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés.

La décision d'admission vaut constatation de service fait.

Le ministère se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à l'exécution des prestations attendues, telles que définies dans le CCTP.

5.12.2.1 CONDITIONS DE LIVRAISON

Par dérogation à l'article 29 du [CCAG-TIC](#), si le ministère l'estime nécessaire, une livraison peut donner lieu à une réunion organisée à son initiative, dans ses locaux, le jour prévu de la livraison ou la veille de la livraison.

La livraison a lieu au plus tard le dernier jour du « délai maximal de production des livrables » ou, sur demande du titulaire, à une date antérieure s'il souhaite avancer la date.

Les livrables sont déposés, sous une forme dématérialisée :

- pour les livrables documentaires, dans l'outil de gestion documentaire (cf. article 4.3.2.5 du CCTP) et selon les modalités décrites à l'article [5.4.2.3](#) du présent CCAP ;
- pour les livrables applicatifs, conformément à la procédure décrite à l'article 4.3.2.6 du CCTP, dans l'outil de gestion de code source du ministère (cf. article 4.3.2.5 du CCTP), et selon les modalités décrites à l'article [5.4.2.3](#) du présent CCAP.

Le ministère vérifie la complétude de la livraison et valide celle-ci.

5.12.2.2 CONDITIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES (COMMUNES À TOUTES LES MISSIONS)

Les modalités de vérification et d'admission décrites ci-après sont applicables à l'ensemble des livrables des différentes missions du marché.

Les livrables documentaires sont, sans que cette liste soit exhaustive, le rapport d'activité relatif au support et à la maintenance, les documentations techniques, le compte rendu de la réunion de lancement, les comptes rendus des instances de pilotage, les comptes rendus des réunions de travail, etc.

Les livrables documentaires sont remis sous une forme dématérialisée soit via l'outil sécurisé de gestion documentaire défini à l'article 4.4.2.1.1 du CCTP. Un message de confirmation de dépôt contenant un lien d'accès vers le livrable documentaire est envoyé aux adresses électroniques dédiées prévues à l'article [5.4.2.3](#) du présent CCAP. En cas d'indisponibilité de l'outil, le dépôt est réalisé directement par messagerie électronique via les adresses électroniques dédiées.

Les livrables documentaires sont notamment appréciés au regard de leur qualité (lisibilité et compréhension des besoins au regard du CCTP), de la pertinence et de la complétude des informations fournies.

Les livrables attendus, les délais maximaux de livraison, ainsi que les modalités de transmission des remarques sont définis dans le CCTP ou le PAQ et, le cas échéant, par le bon de commande correspondant et/ou par courrier électronique.

Sauf mention contraire, notamment pour ce qui concerne la mission M4, par dérogation à l'article 30.3 du [CCAG-TIC](#), le ministère n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jour et heure fixés pour procéder aux opérations de vérification.

La vérification des livrables est à la fois quantitative et qualitative :

- la vérification quantitative a pour objet de contrôler, notamment pour ce qui concerne les prestations de la mission M1, M3 et M4 donnant lieu à des livrables documentaires occasionnels ou systématiques, la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le ministère.
- cette vérification s'effectue :
 - soit au cours de l'exécution d'une phase ;
 - soit à l'issue d'une phase ;

- soit à l'issue d'une commande ;
- soit au cours d'une tâche spécifiée au CCTP.

Chaque vérification quantitative débute après livraison du(des) livrable(s) spécifié(s) au CCTP ou au bon de commande, sauf indications contraires dans le CCTP ou dans le bon de commande.

La mise en conformité quantitative ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitative des livrables ;

- la vérification qualitative a pour objet de contrôler que les moyens mis en œuvre par le titulaire et les prestations qu'il a réalisées sont conformes aux prescriptions des documents du marché, notamment au regard du contenu, de la forme et de la qualité, ainsi que de sa politique de sécurité.

Par dérogation à l'article 34 du [CCAG-TIC](#), pour chacune des missions décrites dans le CCTP, un tableau figurant sous les articles « Délais et admission » précise les délais de production des livrables, d'admission et de correction applicables.

- Le titulaire dispose du nombre de jours prévus dans la colonne « Délai maximum de production des livrables » de ces tableaux pour remettre au ministère le(s) dit(s) livrable(s).

Concernant les comptes rendus des réunions des instances de gouvernance et des réunions de travail, sauf mentions contraires du CCTP, le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrés pour les transmettre au ministère.

- Par dérogation aux articles 34.1 et 34.2 du [CCAG-TIC](#), le ministère dispose, à compter de la réception du(des) livrable(s), du nombre de jours fixés dans la colonne « Délai maximal d'admission du ministère » de ces tableaux pour prononcer l'admission du(des) livrable(s) documentaire(s) ou transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction.

Concernant les comptes rendus des réunions des instances de gouvernance et des réunions de travail, sauf mentions contraires du CCTP, le ministère dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés pour valider ou formuler ses observations.

L'absence de réponse du ministère dans le délai indiqué vaut rejet du(des) livrable(s).

Si le ministère ne peut respecter le délai indiqué, il informe le titulaire de la date à laquelle il procédera à la validation du(des) livrable(s) documentaire(s) et s'engage sur un nouveau délai qu'il détermine avec le titulaire.

- Par dérogation à l'article 34.2 du [CCAG-TIC](#), le titulaire dispose, à compter de la réception des observations du ministère, du nombre de jours prévus dans la colonne « Délai maximal de correction éventuelle du titulaire » de ces tableaux pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction et présenter à nouveau le(s) livrable(s) concerné(s) ou les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

Concernant les comptes rendus des réunions des instances de gouvernance et des réunions de travail, sauf mentions contraires du CCTP, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés pour corriger et produire une nouvelle version du livrable concerné.

À l'issue de la phase de vérification qualitative qu'il organise, le ministère peut décider :

- soit de prononcer l'admission des prestations concernées. Cette admission est matérialisée par un procès-verbal d'admission définitive établi par le ministère lorsque l'ensemble des prestations et des livrables prévus pour l'unité d'œuvre ou la mission concernée est conforme aux prescriptions des documents contractuels du marché ;
- soit d'ajourner l'admission et formuler les remarques et observations permettant au titulaire de corriger le(s) livrable(s) concerné(s).

Dans cette hypothèse, le ministère transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de valider les prestations concernées.

À compter de la réception des observations du ministère, le titulaire prépare, dans le respect des délais prévus dans les tableaux décrits ci-dessus, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées. Pendant ce délai, le titulaire peut demander au ministère toute information lui permettant d'éclairer les observations émises par ce dernier. En aucun cas, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de prolonger le délai de remise du(es) livrable(s) modifié(s).

À réception des livrables modifiés, le ministère procède à leur vérification selon les mêmes modalités que celles définies pour leur vérification initiale et peut décider à l'issue de celle-ci soit de l'admission de la prestation, soit d'un nouvel ajournement de la décision d'admission.

Le nombre maximum d'ajournements est fixé à :

- trois (3) pour les livrables des missions M1 et M6 ;
- deux (2) pour les livrables des missions M4 et M5 ;
- un (1) pour les livrables des missions M2 et M3 et pour les comptes rendus des réunions des instances de pilotage.

Dans ce cas, le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « délai maximal de correction éventuelle » pour corriger les livrables et les transmettre à nouveau au ministère.

Si à l'issue des vérifications réalisées par le ministère, les livrables ne sont toujours pas conformes aux prescriptions du marché, il peut décider :

- soit de prononcer l'admission des prestations de la mission M5 avec réfaction de prix selon les modalités décrites à l'article [5.12.3](#) du présent CCAP ;
- soit de convoquer le comité de pilotage pour arbitrer le différend ;
- soit de résilier le marché, conformément à l'article [8.2.2](#) du présent CCAP.

La décision d'admission entraîne les conséquences suivantes :

- le transfert de propriété des documents/livrables concernés en faveur du ministère selon les modalités définies à l'article [Erreur ! Source du renvoi introuvable.](#) du présent CCAP ;
- la fin des pénalités éventuellement appliquées.

Tout dépassement de délai est passible des pénalités de retard prévues à l'article [5.13](#) du présent CCAP.

5.12.2.3 CONDITIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DE LA MAINTENANCE ÉVOLUTIVE ET DES VERSIONS APPLICATIVES

De manière générale, les conditions de vérification et d'admission des composants applicatifs sont communes à la maintenance adaptative et corrective (Mission M3) et à la maintenance évolutive (Mission M4) et s'exécutent dans le cadre des versions applicatives du GAR.

Elles sont décrites à l'article 5.4.2.4.2.3 (Recette applicative, admission et mise en production) du CCTP.

Les conditions de vérification et d'admission des correctifs sont spécifiques et décrites dans la mission M3, à l'article 5.3.2.3 (Maintenance corrective) du CCTP.

L'admission est effectuée par le(s) représentant(s) du ministère.

En complément de l'article 26.1 du [CCAG-TIC](#), les opérations de vérification qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité.

Le ministère apprécie l'enjeu du défaut eu égard à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes, et les conséquences prévisibles si le défaut persiste.

En fonction de cette analyse, ces défauts peuvent avoir comme conséquence l'ajournement, le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

Conformément à son offre, le titulaire assure une assistance auprès du ministère lors des différentes phases de test.

Avant chaque livraison d'une version applicative de la solution, le titulaire doit procéder à une recette usine et à une mise en ordre de marche (MOM) (cf. article 5.4.2.4.2. (II) et 5.4.2.4.2.3. (IV) du CCTP), comprenant notamment des tests de non-régression par rapport à l'existant.

Lorsqu'une régression nécessite une intervention ou un développement correctif, le titulaire s'engage à les effectuer sans supplément de prix.

L'admission est constatée de manière expresse par le ministère, pour chaque bon de commande à l'issue de la phase de vérification qu'il organise. Elle est matérialisée par :

- un procès-verbal de vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF), qui a pour but de s'assurer que la solution GAR, d'une part, présente les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui la rendent apte à obtenir les résultats attendus et, d'autre part, est conforme aux conditions de l'environnement technique du ministère ;
- un procès-verbal de vérification de service régulier (VSR), qui a pour but de constater que la solution GAR validée est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions décrites par le marché et par la documentation.

Les tests de VABF et de VSR sont assurés sur des environnements dédiés de la solution fournis par le titulaire.

Lors de ces phases de VABF et de VSR, le ministère s'attache plus précisément à vérifier :

- la complétude et la qualité de la version et de la documentation, et notamment :
 - la complétude et l'exactitude du bordereau de livraison ;
 - la complétude et la qualité de la version, de la documentation et des outils système associés ;
 - la stratégie et les procédures de tests employés, les résultats attendus et l'ensemble des éléments attestant la qualité du produit livré ;
 - la conformité aux spécifications fonctionnelles et techniques ;
 - la clarté, l'exhaustivité, la pertinence et l'exactitude de la documentation de référence associée ;
 - le respect des normes et standards ;
- le caractère opérationnel de la version et des outils connexes :
 - le fonctionnement normal, conforme aux spécifications fonctionnelles et techniques détaillées
 - l'ensemble des procédures d'installation ;
 - le conditionnement des livrables.

Les phases d'admission de VABF et de VSR s'organisent selon les modalités décrites aux articles 5.4.2.4.2.3. (V) et 5.4.2.4.2.3. (VIII) du CCTP.

5.12.3 RÉFACTION

Concernant la mission M5 décrite au CCTP, en phase d'admission des prestations d'expertise, de conseil et d'assistance, dans le cas où le nombre d'ajournements maximum est dépassé et que le ministère considère que les prestations ne satisfont pas au niveau de qualité attendu, par dérogation à l'article 34.3 du [CCAG-TIC](#) une réfaction à hauteur maximale de 10% sur le montant du bon de commande concerné est appliquée.

5.12.4 GARANTIE

La garantie prévue à l'article 36 du [CCAG-TIC](#), et par dérogation à celui-ci, n'est pas applicable au présent marché

5.13 PÉNALITÉS

5.13.1 PÉNALITÉS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée.

Sauf indication contraire, par dérogation à l'article 14.1.1 du [CCAG-TIC](#), les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat d'infraction. Elles commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des dispositions relatives à la prolongation de délais (cf. article [5.3.3](#) du présent CCAP).

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir sans condition de montant, par dérogation à l'article 14.1.3 du [CCAG-TIC](#) jusqu'à apurement du solde.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités font l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article [8.2](#) du présent CCAP sur la résiliation.

Les circonstances imprévisibles prévues à l'article 26 du [CCAG-TIC](#) font obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire dès lors qu'est établi un lien de causalité entre celles-ci et le retard ou l'inexécution.

5.13.2 PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du [CCAG-TIC](#), en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, les pénalités décrites ci-dessous.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article [1218](#) du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du [CCAG-TIC](#), le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Dans tous les cas et par dérogation à l'article 50.2 du [CCAG-TIC](#), passé un délai de 40 jours ouvrés de retard sur l'ensemble des livrables des missions M1, M3, M4, M5 et M6, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables au ministère.

- Retard dans la fourniture des livrables documentaires.

En cas de retard dans la livraison d'un livrable documentaire pour les missions M1 et M6, le titulaire encourt une pénalité de cent euros (100 EUR) HT par jour ouvré de retard au-delà de trois (3) jours ouvrés de retard.

- Retard dans la réalisation des demandes de services

En cas de retard dans l'exécution d'une demande de service de la mission M3, le titulaire encourt la pénalité suivante, calculée sur la base de l'indicateur décrit à l'article 5.3.3.3 du CCTP :

Mission M3 : Support et maintenance			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			>10%
Indicateur 12	Respect du délai de livraison des réalisations des demandes de service	≤ 50%	200 EUR HT

- Retard dans la livraison des tests de charge

En cas de non-respect des délais d'exécution indiqué au CCTP (article 5.5.5), le titulaire encourt une pénalité de quatre cent euros (400 EUR) par jours ouvrés de retard.

- Retard dans la livraison des propositions fonctionnelles et techniques

En cas de non-respect des délais d'exécution indiqué au CCTP (article 5.4.5), le titulaire encourt les pénalités suivantes, calculée sur la base des indicateurs décrits aux articles 5.4.3.1, 5.4.3.2 et 5.4.3.3 du CCTP :

Mission M4 : Maintenance évolutive et versions applicatives			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			> 150%
Indicateur 07	Respect du délai de livraison des propositions finalisées	≤ 150%	200 EUR HT

Mission M4 : Maintenance évolutive et versions applicatives			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			> 150%
Indicateur 08	Respect du délai de livraison des spécifications finalisées	≤ 150%	100 EUR HT

Mission M4 : Maintenance évolutive et versions applicatives			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			> 150%
Indicateur 09	Respect du délai de livraison des documents finalisés de projet	≤ 150%	100 EUR HT

- Retard dans les prestations de prise en charge (Mission M1)

En cas de non-respect de la date de bascule indiquée au CCTP (article 5.1.5), le titulaire encourt une pénalité de mille cinq cent euros (1 500 EUR) par jour ouvré de retard.

- Retard dans la fourniture des indicateurs

Pour chaque indicateur non mis à la disposition du ministère trois (3) jours ouvrés suivant le comité concerné, le titulaire encourt une pénalité de cent euros (100 EUR) par jours ouvrés de retard.

- Retard dans la livraison d'une version applicative

En cas de retard de non-respect des délais d'exécution d'une évolution en mode projet (cf. article 5.4 du CCTP), le titulaire encourt les pénalités suivantes, calculées sur la base des indicateurs décrits aux articles 5.4.3.4 et 5.4.3.5 du CCTP :

Mission M4 : Maintenance évolutive et versions applicatives			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			≥3%
Indicateur 10A	Respect du délai de livraison des réalisations en mode projet - MOM	≤ 3%	0,2 % du montant total du bon de commande

Mission M4 : Maintenance évolutive et versions applicatives			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			>10%
Indicateur 10B	Respect du délai de livraison des réalisations en mode projet en cas d'ajournement de la VABF	≤ 10%	400 EUR HT

- Retard dans la livraison d'une étude

En cas de retard de non-respect des délais de production d'une étude (cf. article 5.5 du CCTP), le titulaire encourt la pénalité suivante, calculée sur la base de l'indicateur décrit à l'article 5.5.5.3 du CCTP :

Mission M5 : Études, assistance et expertise			
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités par jour ouvré de retard
			>25%
Indicateur 11	Respect du délai de livraison des prestations d'études, d'assistance et d'expertise	≤ 25%	200 EUR HT

5.13.3 PÉNALITÉ POUR INDISPONIBILITÉ

Un service est déclaré indisponible s'il ne répond pas aux exigences de qualité et de disponibilité du service exigés par le cahier des clauses techniques particulières.

La disponibilité du service, la garantie de temps de rétablissement et des délais de résolution sont suivis au moyen de plusieurs indicateurs, pour lesquels des exigences cibles sont définies.

Les heures d'indisponibilité programmées et validées par le ministère (maintenance, sauvegarde, hébergement) ne sont pas prises en compte pour le calcul des pénalités pour indisponibilité, dans les limites définies dans le CCTP (cf. 5.1.2.2 du CCTP).

Dans le cas où le ministère constate un défaut d'atteinte de ces exigences cibles, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.2 du [CCAG-TIC](#), les pénalités suivantes :

MISSION M2 : Hébergement exploitation, MCO et MCS de la solution GAR					
Mission M3 : Support et maintenance					
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités		
			< 99%	< 98%	< 95%
Indicateur 01A	Taux de disponibilité environnement de « Production » (Cf. article 5.2.3.1 du CCTP)	≥ 99%	1% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre de la mission M2 (*) pour la plateforme « Production »	2,5% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre de la mission M2 (*) pour la plateforme « Production »	5% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre de la mission M2 (*) pour la plateforme « Production »

(*) Unités d'œuvre de la mission M2 : UO_INF_PROD01, UO_INF_PREPROD01, UO_INF_PFPART01, UO_INF_PFV01, UO_INF_PFD01, UO_INF_PFF01

MISSION M2 : Hébergement exploitation, MCO et MCS de la solution GAR					
Mission M3 : Support et maintenance					
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités		
			< 98%	< 97%	< 95%
Indicateur 01B	Taux de disponibilité des environnements (hors « Production ») (Cf. article 5.2.3.1 du CCTP)	≥ 98%	0,5% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre de la mission M2 (*) pour chaque plateforme concernée	1,5% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre de la mission M2 (*) pour chaque plateforme concernée	3% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre de la mission M2 pour chaque plateforme concernée

(*) Unités d'œuvre de la mission M2 : UO_INF_PROD01, UO_INF_PREPROD01, UO_INF_PFPART01, UO_INF_PFV01, UO_INF_PFD01, UO_INF_PFF01

Mission M3 : Support et maintenance				
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités	
			< 95%	< 90%
Indicateur 02A	Respect de la GTR dans l'environnement de « Production » (Cf. article 5.3.3.4 du CCTP)	≥ 95%	0,5% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la plateforme « Production »	1,5% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la plateforme « Production »
Indicateur 02B	Respect de la GTR des environnements hors celui de « Production » (Cf. article 5.3.3.4 du CCTP)	≥ 95%	0,25% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la plateforme concernée	0,75% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la plateforme concernée

(**) Unités d'œuvre de la mission M3 : UO_PMCP_PROD01, UO_PMCP_PREPROD01, UO_PMCP_PFPART01, UO_PMCP_PFV01, UO_PMCP_PFD01, UO_PMCP_PFF01

Mission M3 : Support et maintenance				
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités	
			< 95%	< 90%
Indicateur 06	Maîtrise du délai de résolution des demandes d'assistance (Cf. article 5.3.3.2 du CCTP)	≥ 95%	3% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre UO_SUT01 concernées	10% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre UO_SUT01 concernées

Le montant total des commandes d'UO_SUT01 correspond à l'unité supérieure du nombre total de demandes d'assistances traitées sur la période.

Ex : si le nombre de demandes d'assistance traitées sur la période est de 327, le nombre total d'UO_SP_01 concernées sera de 4 UO (soit $4 \times 100 = 400$ demandes d'assistance).

Mission M3 : Support et maintenance				
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités	
			< 95%	< 90%
Indicateur 04-A	Maîtrise du délai de résolution définitive des incidents (Cf. article 5.3.3.6 du CCTP)	≥ 95%	1% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la ou les plateformes concernées	3% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la ou les plateformes concernées

(**) Unités d'œuvre de la mission M3 : UO_PMCP_PROD01, UO_PMCP_PREPROD01, UO_PMCP_PFPART01, UO_PMCP_PFV01, UO_PMCP_PFD01, UO_PMCP_PFF01

Mission M3 : Support et maintenance				
Indicateur	Libellé	Niveau requis	Pénalités	
			< 95%	< 90%
Indicateur 04-B	Maîtrise du délai de résolution définitive des problèmes (Cf. article 5.3.3.7 du CCTP)	≥ 95%	1% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la ou les plateformes concernées	3% du montant total des commandes trimestrielles des unités d'œuvre (**) de la mission M3 pour la ou les plateformes concernées

(**) Unités d'œuvre de la mission M3 : UO_PMCP_PROD01, UO_PMCP_PREPROD01, UO_PMCP_PFPART01, UO_PMCP_PFV01, UO_PMCP_PFD01, UO_PMCP_PFF01

5.13.4 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS ET OBLIGATIONS PRÉVUES DANS LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 14 du [CCAG-TIC](#), en cas de non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, d'une part, une pénalité de cent euros (100 EUR) HT par manquement constaté et notifié au titulaire par le ministère et, d'autre part, une pénalité de cent cinquante euros (150 EUR) HT par jour ouvré de retard au-delà de trois (3) jours ouvrés suivant le constat, jusqu'à la mise en œuvre d'une mesure corrective par le titulaire.

5.13.5 PÉNALITÉS POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ ET/OU DE CONFIDENTIALITÉ

Par dérogation à l'article 14.3 du [CCAG-TIC](#), en cas de violation des obligations de sécurité et/ou de l'obligation de confidentialité énoncées aux articles [5.7.5](#) et [5.7.4](#) du présent CCAP, les pénalités décrites ci-après sont appliquées.

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles définies dans les documents contractuels et en particulier dans le plan d'assurance sécurité (PAS) mais n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité pouvant atteindre 0,3% du montant HT exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles définies dans les documents contractuels et en particulier dans le plan d'assurance sécurité (PAS) et impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité pouvant atteindre 1% du montant HT exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

5.13.6 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article [5.8](#) du présent CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 500 EUR HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « Fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale ;
- 50 EUR par jour ouvré de retard si, après demande du ministère, le titulaire ne transmet pas dans un délai de dix (10) jours ouvrés les documents suivants :
 - la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant) ;
 - la convention de stage ;
 - l'attestation de présence ;
 - le bilan croisé ;
- une pénalité (EUR HT) égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 20.

6 RÉGIME FINANCIER DU MARCHÉ

6.1 MONTANT DU MARCHÉ – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Conformément à l'article [R2162-4 2°](#) du Code de la commande publique, le marché est conclu sans montant minimal et avec un montant maximal fixé à 25 000 000 EUR HT pour la durée totale du marché, reconductions comprises.

La vérification de l'atteinte du montant maximal du marché est réalisée conjointement par le ministère et le titulaire (cf. article [5.7.8](#) du présent CCAP).

Conformément à l'article [R2194-1](#) du Code de la commande publique, le montant maximal du présent accord-cadre peut être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution, sans qu'il soit besoin d'émettre un acte modificatif au contrat. Dans cette hypothèse, le ministère notifie la décision au titulaire (cf. article [5.11.3](#) du présent CCAP).

6.2 PRIX DU MARCHÉ

6.2.1 FORME DES PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires et exprimés en unités d'œuvre, conformément à l'annexe 01 (bordereau de prix - BP) de l'acte d'engagement.

Pour les missions M1 et M6, le montant des unités d'œuvres est exprimé en euros.

Pour les missions M2, M3, M4 et M5, le montant des unités d'œuvre s'appuie sur la valeur du point de référence, dont le montant est exprimé en euros. La valeur de ce point correspond à la réalisation de toutes les activités des missions afférentes.

Chaque unité d'œuvre est commandée en tant que de besoin.

Les prix sont arrondis au centième supérieur.

6.2.2 CONTENU DES PRIX

6.2.2.1 GÉNÉRALITÉS

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues par le marché ainsi que tous les autres frais normalement prévisibles pouvant être engagés ou supportés

en cours d'exécution par le titulaire dans des circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai que celui-ci est réputé connaître.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. En particulier, ils tiennent compte de tous les frais et sujétions nécessaires à l'exécution du marché, et notamment à titre indicatif et non exhaustif :

- les frais concourant au pilotage du marché (participation aux instances de pilotage, tenue des tableaux de bord et de suivi, etc.), y compris son suivi financier (articles [5.4.2](#) et [5.7.8](#) du présent CCAP) ;
- les frais relatifs au droit d'usage des outils mis à disposition par le titulaire (cf. article [5.6.2](#) du présent CCAP) ;
- les frais des réalisation des prestations cf. article 4.1 du CCTP) ;
- les frais afférents à la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du [CCAG-TIC](#) ;
- les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

6.2.2.2 CO-TRAITANCE

En cas de cotraitance, conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et de contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autres, la marge pour risque et bénéfice ainsi que les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

6.2.2.3 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants, les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des sous-traitants ainsi que les conséquences de ces défaillances.

6.2.2.4 T.V.A.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

6.2.3 NATURE DES PRIX – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Par dérogation à l'article 10.1.1 du [CCAG-TIC](#), les prix sont révisibles une fois par an à la date anniversaire du marché (date de notification), selon les modalités décrites ci-après.

6.2.3.1 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques du mois comprenant la date limite de réception des offres établie dans les documents de la consultation.

Le mois de la date limite de réception des offres est appelé « mois zéro » (M0).

6.2.3.2 RÉVISION PAR L'APPLICATION D'UNE FORMULE PARAMÉTRIQUE – CLAUSE DE RÉEXAMEN

6.2.3.2.1 MODALITÉS DE CALCUL

L'index de référence choisi en raison de sa structure, pour la révision des prix est le Syntec révisé.

Cet indice sert à mesurer l'évolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies.

Cet indice est notamment consultable à l'adresse suivante : <https://www.syntec.fr/>

La révision des prix s'effectue en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires (pour les missions M1 et M6) et à chaque montant du point de référence considéré (pour les missions M2 à M5) la formule suivante :

$$Pr = Pi \times \left[0,3 + 0,7 \left(\frac{\text{Syntec révisé}_m}{\text{Syntec révisé}_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

Pr = le prix révisé ;

Pi = le prix initial ;

Syntec révisé_m = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de révision ;

Syntec révisé₀ = la dernière valeur connue de l'index Syntec révisé au mois M0 d'établissement des prix (mois de la date de réception des offres).

Par dérogation à l'article 10.2.3 du [CCAG-TIC](#), pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au centième supérieur.

La règle de l'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple : 1,055 devient 1,06).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

1. d'adopter l'index de remplacement ;
2. si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

6.2.3.2.2 TRANSMISSION DES DEMANDES DE RÉVISION DES PRIX

Le titulaire transmet au ministère pour acceptation, au plus tard trente (30) jours ouvrés avant la date anniversaire du marché (date de notification), le bordereau des prix mis à jour accompagné de la formule de calcul à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr (avec copie au chef de projet GAR) et versé dans l'outil de gestion documentaire du projet décrit à l'article 4.4.2.1.1 du CCTP.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, les nouveaux prix ne seront pas opposables, les prix en vigueur demeurant valables.

6.2.3.2.3 DÉCISION DU MINISTÈRE

Pendant la durée du préavis, le ministère continue d'émettre des bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins aux conditions tarifaires précédentes.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux prix pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux prix sont réputés acceptés.

6.2.3.3 PLAN DE PRODUCTIVITÉ CONTINUE

Le titulaire est considéré comme un expert et, à ce titre, peut proposer une réduction de ses coûts au cours de l'exécution du présent marché, notamment grâce à l'industrialisation de ses processus et sa montée en compétence sur les applicatifs du ministère à travers les prestations d'hébergement, d'exploitation, de maintenances correctives et évolutives et de support.

Le titulaire peut proposer, dans le cadre du plan de progrès, une évolution des prix à la baisse basée sur un gain de productivité annuel (taux de remise) appliqué notamment à la valeur des points d'hébergement, d'exploitation et des points de maintenance corrective et préventive, à partir de la deuxième année d'exécution du présent marché.

6.2.3.4 MODIFICATION DE TARIF – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Dans le cas d'un changement de tarif de l'éditeur d'un logiciel standard sous licence propriétaire ou libre, d'un changement de la politique tarifaire de l'éditeur d'un logiciel standard, que ce soit pour l'acquisition de licences ou de contrats de support par le titulaire, ou d'un changement de la parité de la devise d'achat avec l'euro conduisant à une augmentation du prix des prestations des missions M2 et M3 supérieure de 10% au résultat de la formule paramétrique de révision des prix prévue à l'article

[6.2.3.2.1](#) du présent CCAP, le titulaire présente au comité de pilotage une demande de révision des prix accompagnée du bordereau des prix mis à jour, de la formule de calcul appliquée ainsi que d'une justification des changements demandés en apportant notamment les éléments prouvant que l'augmentation est indépendante de sa volonté (bordereaux de prix d'achat passé et présent, lettre de l'éditeur, variation du taux de parité de la banque de France, etc.). Cette liste n'est pas exhaustive et peut être à préciser en fonction des circonstances.

Après examen, le ministère statue sur la demande du titulaire et peut décider :

- soit de modifier la base du prix sur laquelle la formule de révision des prix s'applique (prix figurant dans l'offre du titulaire) afin de tenir compte de l'augmentation des tarifs de la part de l'éditeur du logiciel standard. Dans ce cas, l'augmentation consentie par le ministère ne peut être supérieure à 5% du prix initial figurant dans l'offre du titulaire. Cette modification prise en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique est formalisée par un acte modificatif ;
- soit de ne pas faire droit à la demande du titulaire en justifiant sa décision.

6.2.3.5 MODIFICATION FINANCIÈRES POUR CIRCONSTANCES IMPRÉVUES

En application de l'article 27 du [CCAG-TIC](#), lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article [R2194-5](#) du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le ministère.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le ministère se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation au ministère démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article [R2194-5](#) du Code de la commande publique ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc.) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le ministère vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le ministère, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un acte modificatif signé par les deux parties.

La durée de cet acte modificatif est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'acte modificatif.

L'acte modificatif conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le ministère et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le ministère :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

6.3 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.3.1 FINANCEMENT DU MARCHÉ

Le marché est financé sur le budget de l'État et notamment le programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale ».

6.3.2 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

6.3.3 NANTISSEMENT

Le présent marché peut être nanti dans les conditions prévues aux articles [R2191-45](#) et suivants du Code de la commande publique.

6.4 MODALITÉS DE PAIEMENT

6.4.1 GÉNÉRALITÉS – DÉLAIS DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES

Conformément à l'article [R2192-10](#) du Code de la commande publique, le paiement des prestations s'effectue par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, après vérification du service fait,

sur présentation des demandes de paiement (factures accompagnées de toutes les pièces nécessaires à la justification du paiement), sous réserve des dispositions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux bons de commande et au cahier des clauses techniques particulières ;
- aucune anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le ministère se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire (joindre un RIB).

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour de semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

6.4.2 AVANCE

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 10% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles [R2191-3](#) et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque règlement d'un montant supérieur à 50 000 EUR HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai de trente (30) jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance, soit à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 70% du montant du bon de commande au titre duquel est accordée cette avance. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 85% du montant du bon de commande au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article [R2191-9](#) du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct conformément aux dispositions de l'article [R2193-19](#) du Code de la commande publique. Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

6.4.3 ACOMPTE

Conformément à l'article [R2191-22](#) du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période de trois (3) mois, au minimum, et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 25% du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 25%.

Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs.

Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

6.4.4 PAIEMENT PARTIEL DÉFINITIF

Conformément à l'article 11.7.1 du [CCAG-TIC](#), le paiement des missions M1.2 et M4 fait l'objet d'un paiement partiel définitif (déduction faite, le cas échéant de l'avance réglementaire prévue à l'article [6.4.2](#) du présent CCAP), au fur et à mesure des différentes phases de vérification et d'admission telles que décrites dans le CCTP, jusqu'au solde.

Étapes de la mission M1.2	% du bon de commande
Validation du plan d'assurance qualité (PAQ) prononcée sans réserve	40%
Validation du plan d'assurance sécurité (PAS) prononcée sans réserve	30%
Validation des autres documents du référentiel prononcée sans réserve	30%
Total	100%

Étapes de la mission M4	% du bon de commande
Validation de l'ensemble des spécifications (admission intermédiaire de la phase conception fonctionnelle et technique détaillée)	25%
Mise en ordre de marche (admission intermédiaire de la phase développement, tests et intégration)	20%
Vérification d'aptitude au bon fonctionnement prononcée	40%

Étapes de la mission M4	% du bon de commande
Validation de l'ensemble des spécifications (admission intermédiaire de la phase conception fonctionnelle et technique détaillée)	25%
Vérification du service régulier prononcée	15%
Total	100%

6.4.5 SERVICE FAIT PRÉSUMÉ

Les prestations de la missions M2 et M3 sont éligibles à la procédure de service fait présumé.

Pour la mission M2, les prestations faisant l'objet d'un service fait présumé sont les suivantes :

Code UO	Désignation
UO_INF_PROD01	Hébergement de la plateforme de PRODUCTION (modèle XXL)
UO_INF_PREPROD01	Hébergement de la plateforme de PRE-PRODUCTION (modèle XL)
UO_INF_PFPART01	Hébergement de la plateforme de TESTS PARTENAIRES (modèle L)
UO_INF_PFV01	Hébergement de la plateforme de VALIDATION FONCTIONNELLE (modèle M)
UO_INF_PFD01	Hébergement de la plateforme de DEVELOPPEMENT (modèle S)
UO_INF_PFF01	Hébergement de la plateforme de FORMATION (modèle S)
UO_INF_RES_01	Fourniture d'une connexion résiliente au réseau INTERNET : Pour l'ensemble des plateformes de la solution GAR
UO_EXP_PROD01	Exploitation de la plateforme de PRODUCTION (modèle XXL)
UO_EXP_PREPROD01	Exploitation de la plateforme de PRE-PRODUCTION (modèle XL)
UO_EXP_PFPART01	Exploitation de la plateforme de TESTS PARTENAIRES (Modèle L)
UO_EXP_PFV01	Exploitation de la plateforme VALIDATION FONCTIONNELLE (modèle M)
UO_EXP_PFD01	Exploitation de la plateforme de DEVELOPPEMENT (modèle S)
UO_EXP_PFF01	Exploitation de la plateforme de FORMATION (modèle S)
UO_EXP_RES_01	Exploitation d'une connexion résiliente au réseau INTERNET pour l'ensemble des plateformes de la solution GAR

Pour la mission M3, toutes les unités d'œuvre listées dans le bordereau des prix sont concernées par le service fait présumé. Les unités d'œuvre de maintenance corrective et préventive (UO_PMCP_PROD01, UO_PMCP_PREPROD01, UO_PMCP_PFPART01, UO_PMCP_PFV01, UO_PMCP_PFD01, UO_PMCP_PFF01) en ce qu'elles font l'objet d'une commande trimestrielle, font également l'objet d'un service fait présumé.

Dans le respect des dispositions de l'article 31 du [décret n°2012-1246 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique](#), la conformité de à l'engagement juridique de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par le ministère. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission des prestations telles qu'elles sont prévues dans les documents contractuels.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de service fait présumé, un protocole d'accord peut être établi entre les parties. Ce protocole peut notamment prévoir la mise en œuvre de contrôles partagés propres à garantir la qualité des processus de réalisation des prestations et de facturation.

6.4.6 RÉPARTITION DES PAIEMENTS

6.4.6.1 COTRAITANCE

En cas de cotraitance, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire mandataire et, le cas échéant, aux cotraitants.

Conformément aux articles 12.1.3 et 12.1.4 du [CCAG-TIC](#), seul le mandataire du groupement est habilité à présenter au ministère la demande de paiement et à formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

6.4.6.2 SOUS-TRAITANCE – MODALITÉS DE PAIEMENT DIRECT

Les conditions de paiement des sous-traitants font l'objet d'un agrément par le ministère selon les modalités décrites à l'article [5.4.4](#) du présent CCAP.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents euros (600 EUR) TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, a droit au paiement direct, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du ministère, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Ce dernier dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier son refus (motivé) au regard de son contenu, d'une part au sous-traitant et, d'autre part, au ministère.

Parallèlement, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au ministère accompagnée des factures originales libellées au nom du titulaire et de l'accusé réception ou du récépissé attestant

que le titulaire a bien reçu la demande de paiement ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le ministère adresse, sans délai, au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et procède au paiement des sommes dues dans les conditions fixées par l'article [R2193-14](#) du Code de la commande publique.

Le ministère informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes figurant sur la demande de paiement tiennent compte d'une éventuelle révision des prix.

6.4.7 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT - FACTURATION

6.4.7.1 FRÉQUENCE DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le titulaire émet des factures dans les conditions définies ci-après :

****Mission M1 « INITIALISATION DES PRESTATIONS ET TRANSITION ».**

Après réception du procès-verbal d'admission définitive établi par le ministère, le titulaire émet une facture correspondant au montant total de la prestation commandée.

Pour la mission M1.2, le règlement s'effectue selon les modalités du paiement partiel définitif prévues à l'article [6.4.4](#) du présent CCAP.

Pour les autres missions, le règlement s'effectue à 100 % du montant de la facture.

****Mission M2 « HÉBERGEMENT, EXPLOITATION, MCO ET MCS DE LA SOLUTION GAR »**

À compter de la date de mise à disposition de la solution GAR figurant sur le premier bon de commande, le titulaire émet une facture trimestrielle correspondant à 100 % du bon de commande, terme à échoir.

Dans le cas où le ministère établit un bon de commande mensuel, le titulaire émet une facture mensuelle, terme à échoir.

Pour le dernier bon de commande de la mission M2, le titulaire émet une facture, terme échu, *prorata temporis*.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la facture.

****Mission M3 « MAINTENANCE ET SUPPORT »**

Le titulaire émet une facture trimestrielle terme à échoir correspondant au montant du bon de commande trimestriel émis par le ministère.

Dans le cas où le ministère établit un bon de commande mensuel, le titulaire émet une facture mensuelle, terme à échoir.

Pour le dernier bon de commande de la mission M3, le titulaire émet une facture, terme échu, *prorata temporis*.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la facture.

****Mission M4 « VERSIONS APPLICATIVES (maintenance évolutive) »**

Après réception du procès-verbal d'admission définitive établi par le ministère, le titulaire émet une facture correspondant au montant total de la prestation commandée.

Le règlement s'effectue selon les modalités du paiement partiel définitif prévues à l'article [6.4.4](#) du présent CCAP.

****Mission M5« ASSISTANCE, CONSEIL, EXPERTISE ET AUDITS »**

Le titulaire émet une facture du montant total de la mission, après réception du procès-verbal d'admission définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la facture.

****Mission M6 « RÉVERSIBILITÉ SORTANTE »**

Le titulaire émet une facture du montant total de la prestation commandée, après réception du procès-verbal d'admission définitive établi par le ministère.

Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la facture.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été admise par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO admises.

6.4.7.2 CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement, accompagnées de tous les éléments justificatifs, émises en un original, doivent mentionner, outre les mentions légales obligatoires, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du ministère ;
- le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- la domiciliation bancaire du titulaire (identique à celle précisée sur l'acte d'engagement) ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET du titulaire ;
- les références administratives du marché (numéros du marché)
- les références du bon de commande correspondant ;
- le récapitulatif du bon de livraison, incluant la liste des livrables ;
- la désignation de la prestation concernée (mission(s) et unité(s) d'œuvre) ;
- la période d'exécution de la prestation ;
- le montant en euros, HT et TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la T.V.A. en vigueur.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer le ministère.

6.4.7.3 MONNAIE

L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

6.4.7.4 ADRESSE DE FACTURATION

Les factures et les éléments justificatifs sont obligatoirement adressés directement, sous format dématérialisé : dans le portail « CHORUS-factures de l'État » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NB : Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.



Toute facture transmise selon un autre moyen est rejetée.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le ministère par courrier postal ou courrier électronique.

Les factures et les éléments justificatifs sont également adressés au chef de projet GAR et versées dans l'outil de gestion documentaire du projet décrit à l'article 4.4.2.1.1 du CCTP.

7 DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 ASSURANCE

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des

prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du [CCAG-TIC](#), avant la notification du marché, le titulaire doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément le ministère de toute modification de son contrat d'assurance.

7.2 JUSTIFICATIFS SOCIAUX

En application des articles [D8222-5](#) (si le titulaire est établi en France) ou [D8222-7](#) et [D8222-8](#) (si le titulaire est établi à l'étranger) et [D8254-4](#) du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les six (6) mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles [R1263-5](#) et [R1263-7](#) du Code du travail;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles [L1263-6](#), [L1264-1](#), [L1264-2](#) et [L8115-1](#) du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues ci-dessus, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article [8.2.2](#) du présent CCAP.

8 FIN DE MARCHÉ ET RÉSILIATION

8.1 FIN DE MARCHÉ PAR L'ATTEINTE DU MONTANT MAXIMAL

En cas d'atteinte du montant maximal fixé au présent marché (article [6.1](#) du présent CCAP), celui-ci prend fin de plein droit, y compris lorsque la durée de validité du marché n'est pas atteinte.

La vérification de l'atteinte du montant maximal du marché est réalisée conjointement par le ministère et le titulaire.

8.2 RÉSILIATION DU MARCHÉ

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du [CCAG-TIC](#).

8.2.1 EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 54 du [CCAG-TIC](#), dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation dans les conditions et délais prévus au CCTP, ou dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Toutefois, le titulaire est admis à suivre l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.2.2 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le marché peut être résilié par le ministère dans les cas prévus à l'article 50 du [CCAG-TIC](#) ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou plusieurs prescriptions d'un bon de commande et/ou des dispositions du marché.

En plus des cas prévus à l'article 50.1 du [CCAG-TIC](#) et par dérogation, le marché peut être résilié dans les cas suivants :

1/ Après mise en demeure renouvelée et restée infructueuse :

- en cas d'inexécution, de défaillance du titulaire (soit que celui-ci déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements, soit qu'il ne s'en acquitterait pas) ou de non-respect d'une ou plusieurs prescriptions d'un bon de commande et/ou des dispositions du marché ;
- en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) et [D8254-4](#) du Code du travail ;
- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles ;
- en cas de non-respect du règlement intérieur ou des consignes de sécurité.

Le courrier, par lequel le ministère signale au titulaire ses défaillances ou les infractions aux clauses contractuelles, a valeur de mise en demeure. Ce courrier est envoyé par voie postale avec accusé de réception ou via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Le titulaire dispose de quinze (15) jours ouvrés pour présenter ses observations.

Passé ce délai, ou si le ministère constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

2/ Sans mise en demeure préalable :

- à compter de 40 jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations des missions M1, M3, M4, M5 et M6, sauf si les retards sont imputables au ministère ;
- en cas de non admission de la prestation de reprise de l'existant à l'identique (mission M1.5), ou de la prestation de remplacement du module de statistiques existant (Mission M1.6), le ministère peut décider de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, par lettre recommandée avec accusé réception ou via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Dans tous les cas, la résiliation prend effet à la date de la notification de la décision et ne saurait donner lieu au paiement d'une indemnité de quelque nature que ce soit ou à un quelconque dédommagement au profit du titulaire.

9 DIFFÉRENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le comité consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges, dans les conditions fixées aux articles [R2197-1](#) et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

À défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal territorialement compétent.

10 DÉROGATIONS

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du [CCAG-TIC](#) par les articles du CCAP correspondant cités ci-après :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites des dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 3	Documents contractuels	Article 4.1
		Article 38.4
Article 5.3.1	Décompte des délais	Article 3.2.1
		Article 3.2.2
Article 5.3.3	Prolongation de délai	Article 13.3
Article 5.4.1.2	Désignation des interlocuteurs du ministère par le titulaire	Article 3.4.1
Article 5.4.2.3	Modalités des échanges entre le titulaire et le ministère	Article 3.1
Article 5.4.4.1	Déclaration de sous-traitance et agrément	Article 3.6.3
Article 5.5.2	Émission des bons de commande	Article 3.8
Article 5.5.3	Exécution des bons de commande	Article 3.7.2
Article 5.5.4	Arrêt d'exécution d'un bon de commande	Article 41
Article 5.5.6	Prestations supplémentaires ou modificatives	Article 25
Article 5.6.2	Étendu du droit d'usage	Article 44

Articles du CCAP par lesquels sont introduites des dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5.6.3	Cession exclusive des résultats	Article 46.2.1
Article 5.6.4	Droits du titulaire (propriété intellectuelle)	Article 46.3.1
Article 5.6.8	Tierce maintenance applicative à l'issue du marché	Article 39.1
Article 5.7.2.2.1	Changement d'intervenants à l'initiative du titulaire	Article 3.4.3
Article 5.12.1.1	Périmètre de l'audit	Article 24
Article 5.12.1.3.1	Audit sur « pièces »	
Article 5.12.1.3.2	Audit « sur site »	
Article 5.12.2.1	Conditions de livraison	29
Article 5.12.2.2	Conditions de vérification et d'admission des livrables documentaires (communes à toutes les missions)	Article 30.3
		Article 34
		Article 34.1
		Article 34.2
Article 5.12.3	Réfaction	Article 34.3
Article 5.12.4	Garantie	Article 36
Article 5.13.1	Pénalités – Dispositions générales	Article 14.1.1
		Article 14.1.3
Article 5.13.2	Pénalités de retard	Article 14.1
		Article 14.1.2
		Article 50.2
Article 5.13.3	Pénalité pour indisponibilité de service	Article 14.2
Article 5.13.4	Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels	Article 14
Article 5.13.5	Pénalités pour violation des obligations de sécurité et/ou de confidentialité	Article 14.3
Article 6.2.3	Nature des prix	Article 10.1.1

Articles du CCAP par lesquels sont introduites des dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 6.2.3.2.1	Modalités de calcul	Article 10.2.3
Article 7.1	Assurances	Article 9.2
Article 8.2.2	Résiliation aux torts du titulaire	Article 50.1

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du [CCAG-TIC](#) par les articles du CCTP correspondant cités ci-après :

Articles du CCTP par lesquels sont introduites des dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5.4.2.4.2.3 (VI)	Recette applicative, admission et mise en production	Article 33.2.1